



INSTITUT SUR LA NUTRITION ET
LES ALIMENTS FONCTIONNELS

La science au service de l'alimentation

Mise sur pied d'un Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire

Rapport d'une étude de faisabilité

Août 2014



UNIVERSITÉ
LAVAL

ÉTUDE DE FAISABILITÉ DE LA MISE SUR PIED D'UN OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS SUR LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE

COMITÉ DE PILOTAGE

Renée Michaud¹, Martine Pageau², Simone Lemieux¹, Isabelle Trudeau³

COMITÉ DE RÉFLEXION

Carole Blanchet⁴, Chantal Blouin⁴, Rémi Coderre⁵, Jean-Claude Dufour⁶, Véronique Fournier⁷,
Lyne Gosselin⁸, JoAnne Labrecque⁹, Mario Lapointe³, Simone Lemieux¹, Renée Michaud¹,
Lyne Mongeau², Martine Pageau², Marie-Claude Paquette⁴, Claude Pelletier⁵, Laurie Plamondon⁴,
Véronique Provencher¹, Pierre Thibeault³, Isabelle Trudeau³

PERSONNES RESSOURCES ET EXPERTS CONSULTÉS

Gérald Baril⁴, Nadine Bobko¹⁰, David Buckeridge¹¹, Bernard Chevassus¹², Sylvie Cloutier¹³,
Philippe De Wals¹⁴, Caroline Dubé³, Laurette Dubé¹¹, Julie Gauvreau-Béziat¹², Félicien Hitayezu³,
Mary L'Abbé¹⁵, Yves Laverdière¹⁶, Yu Ma¹¹, Céline Ménard¹², Barry Popkin¹⁷, Éric Robitaille⁴,
Marine Spiteri¹², Carole St-Pierre², Annick Van Campenhout¹⁸, Jean-Luc Volatier¹², Karen Watson¹⁹,

CHARGÉS DE PROJET

Jean-Claude Moubarac¹, François Couture¹

RÉDACTION ET RÉVISION

Jean-Claude Moubarac¹, François Couture¹, Sophie Banville¹ et Renée Michaud¹ avec l'aimable collaboration de
Martine Pageau², Simone Lemieux¹, Isabelle Trudeau³, Judith Lavoie¹, Sophie Myrand¹ et Sonia Pomerleau¹

AFFILIATION DES EXPERTS

Afin d'alléger le texte, tous les acronymes et abréviations utilisés sont définis à la fin du document.

- | | | |
|---------------------|------------------|----------------------------------|
| 1. INAF | 8. Edikom et DUX | 15. University of Toronto |
| 2. MSSS | 9. HEC | 16. IGA |
| 3. MAPAQ | 10. GSI Canada | 17. University of North Carolina |
| 4. INSPQ | 11. MCCHE | 18. Melior |
| 5. Québec en Forme | 12. OQALI | 19. Nielsen |
| 6. FSAA | 13. CTAC | |
| 7. Fondation INITIA | 14. PEPO | |

Cette étude a été rendue possible par une subvention du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies accordée en 2013 à l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels de l'Université Laval, ainsi que par un appui financier de Québec en Forme et du ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

I. SOMMAIRE DE L'ÉTUDE	3	6 ÉLÉMENTS CLÉS DE FAISABILITÉ	19
II. GENÈSE DU PROJET ET GROUPE DE TRAVAIL	5	6.1 Mobilisation, collaboration et partenariats	19
1 MÉTHODOLOGIE, CONTENU ET PORTÉE DE L'ÉTUDE	6	6.2 Accessibilité des données	19
2 CONTEXTE QUÉBÉCOIS JUSTIFIANT UN OBSERVATOIRE SUR LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	7	6.3 Récurrence du financement	20
2.1 Important manque de bases de données nutritionnelles à combler	7	6.4 Structure organisationnelle et gouvernance	20
2.2 Contexte politique favorisant le développement d'un Observatoire	7	7 MODÈLE DE GOUVERNANCE PROPOSÉE	21
2.3 Présence d'une masse critique en recherche sur le bioalimentaire, la nutrition et la santé	9	7.1 Rôle et objectif de la gouvernance	21
2.4 Initiatives de l'industrie bioalimentaire visant à améliorer la qualité de l'offre alimentaire	10	7.2 Conseil d'administration	21
2.5 Sommaire du contexte québécois	11	7.3 Groupes consultatifs externes	21
3 REVUE DES INITIATIVES SIMILAIRES AU CANADA ET À L'INTERNATIONAL	12	7.4 Gouvernance opérationnelle	21
3.1 L'Observatoire de la qualité de l'alimentation (France)	12	8 BUDGET PRÉLIMINAIRE ET BESOINS FINANCIERS	22
3.2 Le Food Research Program de l'Université de North Carolina à Chapel Hill (États-Unis)	12	8.1 Échéancier	22
3.3 Le Projet Canada Food Tracker (Canada)	13	8.2 Estimation des coûts d'implantation	22
3.4 Le Food Monitoring Group (Canada)	13	8.3 Sources de financement prévues	22
3.5 Le Projet BRIDGE du Centre McGill pour la convergence de la santé et de l'économie (Québec)	14	9 RETOMBÉES ANTICIPÉES	24
3.6 Sommaire des initiatives similaires au Canada et à l'international	14	9.1 Accroissement de la capacité de recherche sur l'alimentation et la santé	24
4 REVUE DES BASES DE DONNÉES DISPONIBLES AU QUÉBEC	15	9.2 Meilleure capacité d'innovation dans les entreprises bioalimentaires québécoises	24
4.1 ECCnet de GSI Canada	15	9.3 Amélioration de l'efficacité des initiatives de sensibilisation aux saines habitudes alimentaires	24
4.2 Données de ventes et d'achats d'aliments et de boissons de Nielsen	15	9.4 Amélioration de la qualité globale de l'offre alimentaire québécoise et de la santé de la population	24
4.3 Autres bases de données	16	RÉFÉRENCES	25
4.4 Constats sur les bases de données disponibles	16	ABRÉVIATIONS & ACRONYMES	25
5 SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS AUPRÈS DES ACTEURS	17		
5.1 Vision de l'Observatoire	17		
5.2 Mission de l'Observatoire	17		
5.3 Objectifs de l'Observatoire	17		
5.4 Principes et valeurs communs aux acteurs	17		
5.5 Questions de recherche auxquelles l'Observatoire devrait répondre	18		

I. SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

La mise sur pied d'un Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire a été identifiée comme un projet à fort potentiel de retombées pour le Québec. Des discussions préliminaires à ce sujet entre l'INAF, des intervenants du MSSS, du MAPAQ et plusieurs organisations publiques, parapubliques et privées des secteurs bioalimentaire et de la santé ont suscité un fort intérêt et une volonté de collaboration très encourageante. Le groupe de travail constitué dans la foulée de ces discussions a commandé une étude de faisabilité sur la mise sur pied d'un tel Observatoire, dans le but d'identifier les conditions de succès et les étapes nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Le présent rapport fait état des conclusions de cette étude. Il décrit les éléments justifiant la mise en place de l'Observatoire en fonction de la situation qui prévaut actuellement dans la province, des rencontres avec les intervenants consultés, des éléments clés de faisabilité identifiés pour le projet, ainsi que de ses importantes retombées potentielles. Il fait également état d'une volonté très affirmée de la part des acteurs des domaines de la santé, de la nutrition et du bioalimentaire de se concerter et de mettre leurs forces en commun dans le but d'améliorer la qualité de l'offre alimentaire. Les paragraphes suivants en résument l'essentiel.

À ce jour, aucune base de données ni aucune méthode d'analyse validée ne permet d'évaluer globalement la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire au Québec. De plus, aucune table de composition nutritionnelle canadienne ne permet de suivre l'évolution de l'offre alimentaire avec des données actualisées en temps réel. Ces lacunes, identifiées par les acteurs en nutrition et en santé publique, constituent des besoins fondamentaux qui justifient la mise sur pied d'une plateforme d'analyse de l'alimentation afin de recueillir, d'interpréter et de diffuser périodiquement et en temps réel de l'information de première ligne sur la qualité des produits alimentaires offerts sur le marché québécois. Cette étude fait ressortir clairement le besoin de faire converger les objectifs de tous les intervenants concernés tant par l'amélioration de l'alimentation et de l'état de santé des Québécois que par le développement de l'économie bioalimentaire.

Il ne fait aucun doute que ce projet tombe à point et bénéficie d'un contexte hautement favorable compte tenu des nombreux efforts, programmes et initiatives mis en place par les organisations québécoises des secteurs public, parapublic et privé, notamment le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir (PAG) du MSSS. En effet, le projet cadre parfaitement avec les politiques et les orientations des ministères en matière de santé, d'économie, d'innovation et de développement durable. En ce qui concerne l'expertise, le projet peut compter sur une importante masse critique de chercheurs et d'organisations dont la diversité et la complémentarité sont un gage de succès et de crédibilité. En outre, tant les initiatives des transformateurs et des distributeurs que celles des associations et organismes de dé-

veloppement qui les soutiennent démontrent clairement la volonté des intervenants de s'impliquer activement dans l'amélioration de l'offre alimentaire et des habitudes de consommation et de se doter d'un dispositif de suivi à cette fin.

Un examen des initiatives similaires au Canada et dans le monde permet de croire que le croisement des bases de données sur la valeur nutritionnelle des aliments (offre) avec celles sur les comportements d'achats et de consommation des consommateurs (demande) serait réalisable et nécessaire afin d'évaluer à la fois l'évolution de la qualité des aliments et, ultimement, son impact sur la santé de la population. Au Québec, ceci pourrait être accompli par le biais des bases de données de GS1 Canada et de Nielsen, des bases de données commerciales liées à des coûts d'acquisition substantiels et assujetties à des conditions d'utilisation et de diffusion très strictes. Cependant, l'Observatoire a un rôle social et, par conséquent, ses objectifs et le cadre de ses travaux sont très différents de ceux de l'industrie, ce qui devrait favoriser les négociations à venir avec GS1 et Nielsen qui détiennent ces bases de données. Nos consultations ont fait ressortir un grand intérêt et un fort potentiel en ce qui concerne la possibilité de fusionner et de croiser ces bases de données grâce au code à barre unique des produits. Or, ce potentiel demeure tributaire de la faisabilité technique du projet, laquelle n'a pas été évaluée dans le cadre de la présente étude. Concrètement, elle fera l'objet d'un projet pilote destiné à expérimenter et valider l'accès aux bases de données, leur pertinence, la capacité de fusionner et de croiser les différentes sources de données, de même que la possibilité de créer une plateforme d'échanges de renseignements entre les secteurs publics, de la recherche et de l'industrie bioalimentaire au Québec.

Les travaux qui permettront de dresser le portrait global de la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec requièrent une organisation dont les objectifs transcendent les intérêts spécifiques et rendent compatibles les objectifs des secteurs agroalimentaire et de la santé publique. Plusieurs objectifs de travail font l'unanimité parmi les acteurs consultés. Ceux-ci incluent de :

- Réaliser des études sectorielles et transversales permettant de suivre objectivement l'évolution de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire disponible au Québec auprès des secteurs de la distribution et de la transformation;
- Mesurer l'impact de différentes interventions (p. ex. engagement volontaire de l'industrie) et de politiques publiques en matière de saine alimentation;
- Effectuer de la recherche de pointe sur l'évolution de la consommation et du comportement des consommateurs envers une saine alimentation;
- Évaluer les initiatives d'innovation des entreprises bioalimentaires par le biais des produits et des services offerts.

L'Observatoire constitue un projet stratégique de grand intérêt pour de nombreux intervenants intéressés par l'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec. Sa grande valeur économique et sociale réside la création d'une plateforme inédite pour l'échange et le partage de renseignements basés sur des données factuelles, permettant de répondre concrètement à des questions d'intérêt qui demeurent sans réponse à ce jour et qui touchent autant les consommateurs que les acteurs de la santé publique et de l'industrie. L'adhésion et la mobilisation des organisations et des intervenants envers ce projet, tant du secteur public que privé, constitue donc le point central de la faisabilité de cette initiative. En outre, la multiplicité des intérêts en cause rend essentiel l'établissement d'une gouvernance rigoureuse, impartiale, transparente et crédible. Les éléments autres clés de faisabilité du projet incluent aussi d'incontournables considérations techniques et financières, notamment en ce qui concerne l'accessibilité des données de l'industrie, et le financement à long terme du projet. Le rapport propose également un plan d'action pour les trois prochaines années, incluant un scénario budgétaire et un modèle de gouvernance

Un Observatoire rigoureux, objectif et performant sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire aura des retombées multiples tant sur les secteurs de la santé publique, les environnements de consommation alimentaire et les consommateurs eux-mêmes que sur les filières agroalimentaires, incluant les entreprises de transformation et de distribution. Cette plateforme collective, neutre et objective constituera une innovation en soi pour le Québec, en permettant le rapprochement des intérêts de l'ensemble des acteurs concernés par la saine alimentation et par l'établissement d'un dialogue concret et d'efforts concertés entre le secteur agroalimentaire et celui de la santé publique, des univers aux perceptions et aux approches traditionnellement assez différentes. Les nouvelles synergies ainsi créées contribueront à augmenter les retombées des efforts investis par chacune des parties prenantes du projet, aussi bien séparément que collectivement.

En fonction des objectifs du projet et des attentes exprimées par le milieu, les importantes retombées escomptées pour ce projet incluent :

1. un accroissement de la capacité de recherche du Québec sur l'alimentation et la santé;
2. une meilleure capacité d'innovation dans les entreprises bioalimentaires québécoises;
3. une amélioration de l'efficacité des initiatives de sensibilisation à de saines habitudes alimentaires;
4. une amélioration de la qualité globale de l'offre alimentaire Québécoise et de la santé de la population.

Il ressort du rapport que la mise en place d'un dispositif d'analyse commun pour suivre l'évolution des paramètres quantitatifs et qualitatifs de l'offre alimentaire dans le temps s'avère primordiale. En effet, ce moteur de changement fera converger les actions visant la sensibilisation à la saine alimentation et rendra plus efficaces les efforts visant l'adoption de saines habitudes alimentaires dans la population en favorisant l'amélioration de la qualité nutritionnelle et l'accessibilité des aliments disponibles. Il pose ainsi les premiers jalons de la mise en place de l'Observatoire en confirmant son potentiel hors de tout doute.

II. GENÈSE DU PROJET ET GROUPE DE TRAVAIL

L'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels de l'Université Laval (INAF) est le plus important regroupement canadien de chercheurs entièrement dédié à l'étude des aliments et de leurs composantes dans le contexte des liens entre la nutrition, la santé et la prévention des maladies chroniques. Malgré son histoire somme tout assez récente, l'INAF a réussi à se mériter une solide réputation et à se tailler une place de choix sur l'échiquier international grâce à son approche intégrée de recherche multidisciplinaire et intersectorielle sans autre pareille dans le domaine. Les acquis des dernières années ont permis à l'INAF d'atteindre les plus hauts standards en matière de recherche et de formation, de réunir la plus importante masse critique de chercheurs œuvrant en agroalimentaire, en nutrition et en santé, d'obtenir des infrastructures à la fine pointe de la technologie, d'implanter son réseau à l'échelle nationale et internationale et d'établir des partenariats fructueux permettant le transfert des technologies et du savoir aux utilisateurs de la recherche. Dans le cadre de son Plan stratégique de développement 2013-2017, l'INAF s'est engagé à créer des partenariats stratégiques avec des organisations du milieu afin de maximiser les retombées sociales et économiques des résultats de la recherche. C'est dans ce contexte que l'INAF a évoqué pour la première fois la mise en place d'un **Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire**.

La création du Réseau d'innovation sur les aliments santé (RIAS) en 2013, grâce à une subvention du FRQNT, a été la pierre angulaire de ce projet. En effet, le RIAS vise à créer des alliances pour initier des projets susceptibles de favoriser la recherche et l'innovation sur les aliments ainsi que l'adoption de saines habitudes alimentaires. C'est à la faveur des premières réunions du RIAS que la mise sur pied d'un Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire a rapidement été identifiée comme un projet prioritaire et hautement porteur pour le Québec. Le comité de travail a convenu dès le départ que ce projet ne saurait voir le jour sans respecter les trois conditions essentielles suivantes:

- mobiliser toutes les organisations susceptibles d'en tirer profit;
- définir clairement les objectifs d'intérêt communs à tous les intervenants du milieu;
- mettre en place rapidement une stratégie de financement pour assurer la pérennité du projet.

Des discussions préliminaires à ce sujet avec des intervenants du MSSS, du MAPAQ et d'organisations publiques, parapubliques et privées des secteurs bioalimentaire et de la santé ont suscité un fort intérêt et une volonté de collaboration très encourageante.

En tant qu'institut de recherche universitaire dédié à l'alimentation et à la santé, l'INAF possède toute la légitimité et la crédibilité nécessaires pour rallier les principaux preneurs d'intérêt du secteur autour d'un tel projet. L'INAF a donc invité dès 2013 des experts de ces organisations à prendre part à un **Comité de réflexion** sur la mise en place d'un Observatoire sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire afin d'identifier les tenants et aboutissants d'un tel projet. Ce groupe de réflexion était composé de 18 personnes occupant des postes clés dans les organisations suivantes : INAF, FSAA, HEC Montréal, MAPAQ, MSSS, INSPQ, Québec en Forme, Fondation Initia, Edikom et le Programme Dux. La composition de ce comité est détaillée à la première page de ce document. Trois rencontres ont eu lieu d'août à décembre 2013.

L'INAF a ainsi coordonné la mise sur pied et l'animation du premier groupe de travail sur le projet d'Observatoire, lequel a par la suite constitué un **Comité de pilotage** mandaté pour coordonner la réalisation d'une étude de faisabilité de la mise sur pied de l'Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire.

Ce comité de pilotage était composé de M^{mes} Renée Michaud et Simone Lemieux de l'INAF, Martine Pageau du MSSS et Isabelle Trudeau du MAPAQ. La réalisation de l'étude et les analyses en découlant ont été confiées à deux chargés de projets, MM. Jean-Claude Mobarac et François Couture, qui ont produit le présent rapport avec le soutien de plusieurs autres personnes.

Cette étude visait principalement à identifier les conditions de succès et les étapes nécessaires à la mise en œuvre du projet d'Observatoire. Le présent rapport fait donc état des résultats des rencontres avec les nombreux intervenants consultés et des facteurs à prendre en compte pour la concrétisation du projet d'Observatoire.

Le comité de réflexion poursuivra ses travaux à la lumière des conclusions de la présente étude. Plusieurs autres organisations du secteur seront invitées ultérieurement à s'intégrer au projet, notamment Santé Canada, les autres ministères concernés (MESRS, MELS, MDDELCC), ainsi que le CIPA. Les principaux utilisateurs des résultats des travaux de l'Observatoire incluront aussi les grandes chaînes alimentaires et des industriels du secteur de la transformation.

1 MÉTHODOLOGIE, CONTENU ET PORTÉE DE L'ÉTUDE

Ce rapport est le fruit d'un travail de concertation et de collaboration entre les chargés de projet, les membres du comité de pilotage et les membres du comité de réflexion dont les noms sont présentés au début du présent rapport.

Les informations et les données sur lesquelles se fondent ce rapport ont été obtenues au moyen :

- d'une analyse de la littérature et d'une revue de certains modèles de référence, notamment au Canada, en France et aux États-Unis;
- d'une première évaluation des bases de données nutritionnelles et commerciales sur les aliments disponibles au Québec;
- d'une série de consultations individuelles auprès des partenaires actuels et potentiels du projet.

Une première consultation a également eu lieu auprès de certains acteurs et représentants de l'industrie bioalimentaire du Québec, notamment le Conseil de la transformation alimentaire et des produits de consommation ainsi que le Conseil canadien de la distribution alimentaire.

Ce rapport décrit les éléments justifiant la mise en place d'un Observatoire québécois sur la qualité nutritionnelle de l'offre en fonction de certains éléments de contexte qui prévalent actuellement dans la province. Il passe en revue les modèles de références au Canada et à l'international et présente les constats relatifs aux bases de données disponibles au Québec sur l'offre et la demande alimentaire. Ce rapport présente une synthèse des consultations avec les partenaires actuels et potentiels du projet, puis décrit les éléments clés de sa faisabilité et de sa viabilité quant à l'accès aux bases de données, aux aspects légaux et de confidentialité, aux conflits d'intérêts possibles, à la gouvernance ainsi qu'aux enjeux liés à différents types de collaboration.

Une estimation préliminaire des besoins financiers sur trois ans et des sources potentielles de financement est présentée, suivi par la présentation des importantes retombées anticipées pour toutes les organisations et ministères partenaires du projet, le secteur bioalimentaire ainsi que les consommateurs québécois. Le rapport conclut sur les recommandations du groupe de travail sur les enjeux à examiner au cours des mois à venir et sur les prochaines étapes à franchir pour mettre l'Observatoire en place.

En somme, ce rapport pose les premiers jalons de la mise en place de l'Observatoire en confirmant son potentiel hors de tout doute. Or, ce fort potentiel demeure tributaire de la faisabilité technique du projet, laquelle n'a pas été évaluée dans le cadre de la présente étude. Concrètement, la faisabilité technique sera évaluée par un projet pilote destiné à expérimenter et valider l'accès aux bases de données, leur pertinence, la capacité de fusionner et de croiser les différentes sources de données, de même que la possibilité de créer une plateforme d'échanges de renseignements entre les secteurs publics, de la recherche et de l'industrie bioalimentaire au Québec. La réalisation de ce projet pilote fera suite à la mise en place de la gouvernance de l'Observatoire et sera conditionnel, entre autres, à l'obtention d'informations supplémentaires sur le coût et l'accès aux bases de données.

2 CONTEXTE QUÉBÉCOIS JUSTIFIANT UN OBSERVATOIRE SUR LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE DE L'OFFRE ALIMENTAIRE

2.1 Important manque de bases de données nutritionnelles à combler

La prévalence actuelle de l'obésité et des maladies chroniques liées à l'alimentation est une importante problématique de santé publique au Québec qui engendre des coûts majeurs pour la société. L'adhésion à de saines habitudes alimentaires contribue significativement à prévenir et à réduire l'incidence de ces maladies et apporte des bienfaits généraux à la santé physique et mentale. Or, les habitudes et les comportements alimentaires sont constamment influencés par les caractéristiques de l'environnement, dont l'accessibilité, la disponibilité et la qualité de l'offre alimentaire.

Comme ailleurs dans le monde, la reformulation de produits et l'arrivée constante de nouveaux produits sur le marché requièrent un dispositif de suivi de l'alimentation afin de recueillir, d'interpréter et de diffuser périodiquement et en temps réel de l'information factuelle sur la qualité des produits offerts sur le marché québécois. Ces données sont essentielles pour caractériser la qualité de l'offre alimentaire, mesurer la contribution relative des différents produits à l'apport alimentaire populationnel et, ultimement, en évaluer les impacts sur la santé de la population.

Une revue des bases de données disponibles au Québec réalisée par l'INSPQ (Blanchet, C. 2014.) révèle qu'aucune base de données publique ne permet d'évaluer la qualité globale de l'offre alimentaire au Québec. De plus, aucune table de composition nutritionnelle canadienne ne permet de suivre l'évolution de l'offre alimentaire, ni de tenir compte des reformulations constantes, des ajouts et des retraits de produits sur le marché. En effet, le Fichier canadien sur les éléments nutritifs porte surtout sur les aliments génériques et contient peu d'information sur les produits spécifiques de marques, de sorte que les données de consommation et d'achats alimentaires au Québec ne sont pas systématiquement analysées sur la base de données nutritionnelles spécifiques aux produits (Blanchet *et al.* 2009, 2014). Ceci constitue une lacune majeure, étant donné l'importante place qu'occupent les produits alimentaires transformés dans l'alimentation des Québécois et des Canadiens (Blanchet 2014; Moubarac *et al.* 2014) et compte tenu de la grande variabilité dans la composition nutritionnelle des produits offerts sur le marché canadien, entre autres, quant à la teneur en sodium (Arcand *et al.* 2014).

Comblé le manque de données publiques sur la composition nutritionnelle des aliments offerts au Québec constitue donc un besoin fondamental justifiant la mise sur pied de l'Observatoire. La prochaine section décrit la convergence des besoins en ce sens, tant pour suivre l'alimentation et l'état de santé des Québécois que pour le développement de l'économie bioalimentaire.

2.2 Contexte politique favorisant le développement d'un Observatoire

Le projet d'Observatoire s'inscrit dans plusieurs orientations gouvernementales visant à améliorer la qualité de l'offre alimentaire et à agir collectivement sur la saine alimentation et la santé des Québécois. Ce contexte politique favorable constitue une assise importante sur laquelle pourra se développer le projet.

LE PAG 2006-2012 ET LA VISION POUR UNE SAINTE ALIMENTATION DU MSSS

L'Observatoire s'inscrit parfaitement dans la foulée du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir (PAG) du MSSS. Dans la mise en œuvre du PAG, de nombreux efforts ont été déployés par des centaines de partenaires intersectoriels de tous les paliers (provincial, régional et local) pour implanter des actions visant à rendre les environnements favorables aux saines habitudes de vie. Notons, entre autres, la *Vision de la saine alimentation*¹, un document de référence qui propose une définition commune et multidimensionnelle de la saine alimentation et de grandes orientations permettant la création d'une offre plus favorable à la santé. Ce document invite l'ensemble des acteurs de l'offre alimentaire à prendre davantage conscience de leur rôle dans l'amélioration du paysage alimentaire québécois et à faire évoluer leur offre en agissant sur divers facteurs, dont la composition nutritionnelle, le prix, l'accessibilité ou encore l'attrait des aliments. En présentant un état des lieux sur la diversité et la qualité des aliments offerts, les activités de l'Observatoire permettront de mieux mesurer l'impact de certaines politiques alimentaires actuellement en place dans les milieux institutionnels et de mieux les appliquer, le cas échéant. Le PAG étant venu à échéance à la fin de 2012, ses suites sont à définir afin de maintenir la mobilisation et l'action intersectorielle. Dans cette veine, le MSSS, en collaboration avec plusieurs autres ministères, a élaboré une Politique nationale de prévention en santé dont le dévoilement éventuel pourrait créer un contexte politique opportun pour la mise sur pied de l'Observatoire.

LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013 ET SES PLANS D'ACTION

La Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013² est le principal moyen d'application de la Loi sur le développement durable. Elle constitue le cadre de référence du gouvernement pour favoriser l'intégration des préoccupations environnementales, sociales et économiques dans la prise de décision dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle. Ses neuf

¹ www.saineshabitudesdevie.gouv.qc.ca/visionsainealimentation

² Investir pour l'avenir - Bulletin national d'information, Vol. 6, No. 2, Juin 2014

orientations déclinées en 29 objectifs ont permis à tous les ministères et organismes de l'administration publique de réaliser une démarche de développement durable en produisant leur plan d'action de développement durable. Ce dernier prend en compte les répercussions et aspects potentiels de l'activité humaine sur les plans environnemental, social et économique. Au-delà des considérations environnementales au sens écologique du terme, il existe aussi un rapport complémentaire et mutuel entre le développement durable et les saines habitudes de vie. En effet, une population en bonne santé est plus en mesure de contribuer à la richesse collective. Dans une perspective de développement durable, il est donc souhaitable de créer des conditions économiques, sociales et environnementales qui favorisent l'adoption d'habitudes pouvant améliorer la santé des individus. En faisant une place importante à la santé et aux saines habitudes de vie, la prochaine mouture de la Stratégie, dont la version courante se termine en décembre 2014, aura le potentiel de mobiliser un nombre important d'entités gouvernementales et de leurs partenaires.

LE PROGRAMME INNOV'ACTION DU MAPAQ

Plusieurs initiatives du MAPAQ visent à améliorer la qualité de l'offre alimentaire et à favoriser le développement d'une saine alimentation au Québec. Par exemple, les entreprises désireuses d'innover en développant des aliments à valeur nutritive améliorée ou à valeur ajoutée pour la santé ont accès à un soutien financier par le biais du 3^e volet du programme Innov'Action agroalimentaire³. Le MAPAQ a aussi coordonné la mise sur pied d'une première Politique québécoise de souveraineté alimentaire, qui est l'aboutissement d'une réflexion ayant mobilisé l'ensemble des partenaires du secteur. Inspirée, entre autres, par les travaux de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (2008) et du Livre vert pour une politique bioalimentaire (2011), cette politique énonce clairement la volonté de mieux renseigner et informer les Québécois pour qu'ils puissent faire des choix de consommation éclairés en fonction de la valeur nutritive des aliments, mais aussi en fonction de la provenance et de l'emballage. Elle précise que les efforts doivent se poursuivre sans relâche pour que les aliments du Québec soient sécuritaires et de grande qualité. Elle spécifie aussi que l'industrie a tout avantage à distinguer son offre de produits alimentaires afin de se tailler une place enviable sur les marchés en mettant l'accent, entre autres, sur le terroir d'origine, la saveur, le savoir-faire et l'apport nutritionnel. Le projet d'Observatoire est très bien arrimé avec les besoins et les attentes énoncés dans cette nouvelle Politique, dont les quatre axes sont l'identité des aliments du Québec, l'occupation dynamique du territoire, la valorisation du potentiel économique du secteur bioalimentaire et le développe durable.

LA POLITIQUE NATIONALE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION 2014-2019 DU MESRS

La Politique nationale de la recherche et de l'innovation 2014-2019 du MESRS, lancée le 16 octobre 2013, balise le développement de la recherche et de l'innovation pour les cinq prochaines années. Pour la première fois, elle identifie le secteur bioalimentaire comme l'un des sept domaines stratégiques prioritaires. Plusieurs mesures de cette politique visent à accroître les synergies entre les entreprises, l'État, les institutions du savoir et la société. Elles incluent la création de réseaux de recherche et d'innovation, le soutien à la recherche collaborative, un soutien plus large aux regroupements sectoriels de recherche industrielle, dont la création éventuelle d'un nouveau regroupement sectoriel de recherche industrielle spécifique à l'agroalimentaire, ainsi qu'un appui spécifique aux infrastructures de recherche et d'innovation pour les projets de collaboration internationale. En outre, la vision du du Fonds de recherche du Québec prône activement la réalisation de travaux interdisciplinaires, inter ordres professionnels et aussi internationaux, des attributs qui caractériseront une grande partie des travaux de recherche prévus dans le cadre de l'Observatoire. La nouvelle PNRI constituera donc une belle opportunité et une source potentielle de financement pour ces travaux.

PLAN DE SURVEILLANCE DE L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION RÉALISÉ PAR L'INSPQ

L'INSPQ détient le mandat de surveiller l'état de santé de la population confié par le MSSS. Il est impliqué dans le développement d'un plan de surveillance alimentaire pour la population québécoise, lequel vise à surveiller l'état nutritionnel des Québécois, leurs habitudes alimentaires, la prévalence de l'insuffisance du poids, de l'embonpoint et de l'obésité, de l'insécurité alimentaire vécue dans les ménages, et d'autres problématiques reliées à la nutrition, tout en tenant compte des déterminants individuels et environnementaux qui s'y rattachent. Son expertise en matière d'habitudes de vie et prévention des maladies chroniques cible l'aménagement d'environnements et l'adoption de politiques publiques favorables à l'acquisition et au maintien de saines habitudes de vie afin de prévenir l'incidence, la morbidité et la mortalité associées aux maladies chroniques. L'accès à des données systématiques et centralisées permettant de qualifier l'offre alimentaire disponible au Québec renforcerait considérablement la capacité de surveillance et d'intervention de l'INSPQ. Celui-ci manifeste par conséquent un fort intérêt pour le projet d'Observatoire et est appelé à y jouer un rôle important comme partenaire et contributeur.

³ www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/md/programmesliste/RDinnovation/innovation-agroalimentaire/Pages/InnovActionagroalimentaire-Volet3.aspx

MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS POUR DES JEUNES EN SANTÉ PAR QUÉBEC EN FORME

Québec en Forme a été fondé en 2002 à la suite d'une entente de partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec pour promouvoir la bonne forme physique auprès des enfants de 4 ans à 12 ans vivant en milieux défavorisés. En 2007, la Loi instituant le fonds pour la promotion des saines habitudes de vie ayant été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale, une deuxième entente de 480 M \$ sur dix ans a été conclue. Celle-ci visait à couvrir l'ensemble du Québec en mettant l'accent sur les milieux défavorisés pour promouvoir une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif auprès des jeunes de la naissance à 17 ans. Depuis 2010, Québec en Forme résulte de la fusion de la Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie et de Québec en Forme et poursuit une mission de promotion des saines habitudes de vie, incluant la saine alimentation, chez tous les jeunes Québécois de la naissance à 17 ans. De par ses actions, Québec en Forme permet la mobilisation des communautés pour des jeunes en santé. L'organisme a manifesté son intérêt à transmettre l'information générée par l'Observatoire aux décideurs locaux et régionaux afin de les aider à prendre de meilleures décisions. En outre, la capacité des travaux de l'Observatoire de générer des constats sur une base socioéconomique et géographique revêt un grand intérêt pour Québec en Forme qui s'intéresse à comprendre, par exemple, comment la qualité de l'offre alimentaire varie en fonction du niveau socioéconomique d'un quartier.

RÉVISION DES INFORMATIONS SUR L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL PAR SANTÉ CANADA

Au niveau fédéral, Santé Canada travaille actuellement à actualiser le tableau de la valeur nutritive qui figure sur les aliments préemballés de manière à refléter l'information scientifique la plus récente et d'en clarifier la présentation tout comme celle de la liste des ingrédients⁴. Parmi les changements proposés, notons l'intention d'inclure la valeur des sucres ajoutés dans le tableau nutritionnel. Le projet d'Observatoire pourra profiter de ces changements pour en évaluer les impacts sur les comportements des consommateurs.

2.3 Présence d'une masse critique en recherche sur le bioalimentaire, la nutrition et la santé

L'existence au Québec d'une importante masse critique de chercheurs dans le secteur de l'alimentation, de la nutrition et de la santé publique, ainsi que la diversité et la complémentarité des rôles et des objectifs de leurs organisations d'appartenance, confère un très fort potentiel à la mise en place de l'Observatoire et à son fonctionnement. Le tableau ci-contre démontre que le Québec détient toutes expertises nécessaires pour mener à bien le projet d'Observatoire. Celui-ci procurera une plateforme sans précédent pour que les chercheurs académiques, gouvernementaux et privés

des milieux bioalimentaire, de la santé et de l'économie travaillent ensemble à identifier, analyser et comprendre les déterminants de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire et de son évolution.

Le développement de connaissances solides en nutrition, en santé et en bioalimentaire bénéficie grandement de la recherche interdisciplinaire et inter institutionnelle. Or, le travail collaboratif dans un contexte interdisciplinaire comporte de nombreux défis, parmi lesquels on retrouve la diversité des approches, des besoins ou des intérêts, la polarisation des opinions quant à la convergence de l'économie et de la santé publique, ou encore la compétition pour les fonds de recherche. L'expérience reconnue de l'INAF en matière de recherche interdisciplinaire et inter institutionnelle sera certainement un atout pour les travaux de l'Observatoire, qui pourra ainsi développer une approche de recherche originale et porteuse d'impact. En plus d'augmenter la cohésion et la synergie entre les experts, la création de l'Observatoire permettra aussi d'importantes économies d'échelle en augmentant le pouvoir de négociation, d'achat et d'utilisation des bases de données qui sont actuellement négociées à la pièce par les équipes de recherche.

Tableau 1. Quelques exemples de l'expertise en recherche disponible au Québec en lien avec les objectifs de l'Observatoire.

Institution	Expertises et thèmes de recherche
Institut national de santé publique du Québec	Surveillance, approche écologique, système d'information géographique, environnement alimentaire, fardeau économique de l'obésité, politiques agroalimentaires.
Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, U. Laval	Comportement et adhésion aux saines habitudes alimentaires, innovation, transformation alimentaire, obésité et maladie chronique, allégations nutritionnelles, agroéconomie,
Centre McGill pour la convergence de la santé et de l'économie	Marketing, analyses géospatiales, union et analyse de données (commerciales, nutritionnelles, Nielsen), indicateurs de performance, évaluation de programme
Plateforme d'évaluation en prévention de l'obésité, U. Laval	Évaluation de l'impact des programmes de prévention de l'obésité chez les jeunes
Dép. nutrition, U. de Montréal	Nutrition publique, transformation alimentaire, système alimentaire, transition nutritionnelle, nutrition clinique
Dép. sociologie et d'anthropologie, U. Concordia	Approche socioculturelle de l'alimentation
Dép. sciences de la santé communautaire, U. de Sherbrooke	Nutrition clinique, prévention de l'obésité et du diabète
Hautes Études Commerciales de Montréal	Distribution alimentaire, commerce de détail, satisfaction de la clientèle et comportement des consommateurs

⁴www.hc-sc.gc.ca/fn-an/label-etiquet/nutrition-facts-valeur-nutritive-fs-fr-fra.php

2.4 Initiatives de l'industrie bioalimentaire visant à améliorer la qualité de l'offre alimentaire

Les récentes actions de l'industrie bioalimentaire québécoise pour améliorer la qualité de l'offre alimentaire démontrent bel et bien la nécessité et la pertinence de l'Observatoire. En effet, diverses initiatives réalisées sur une base volontaire permettent de constater que plusieurs entreprises alimentaires travaillent dans le sens d'améliorer la qualité nutritionnelle de leurs produits.

CONSORTIUM ALIMENTS SANTÉ

Le Consortium Aliments Santé⁵, coordonné par l'agence de développement économique Québec International dans le cadre de la démarche ACCORD Capitale-Nationale, regroupe des transformateurs agroalimentaires souhaitant développer et mettre en marché des aliments à valeur nutritive améliorée afin de contribuer à une offre alimentaire plus saine. Le Consortium leur fournit l'occasion de partager les réseaux de contact, les technologies et les connaissances permettant de concevoir de nouveaux aliments à valeur nutritive améliorée. Afin de soutenir les transformateurs membres dans leur démarche, le Consortium favorise le développement des affaires, offre un soutien à l'innovation en facilitant la réalisation de projets de recherche entre les entreprises et des centres de recherche spécialisés et organise des activités de réseautage et de perfectionnement.

PROGRAMME MELIOR

Le Programme Melior⁶, mis sur pied par le Conseil des initiatives pour le progrès en alimentation (CIPA), constitue un autre exemple de la sensibilisation de l'industrie alimentaire à la question de la saine alimentation. Les deux sont financés par Québec en Forme. L'entreprise qui participe à ce programme signe une charte d'engagement volontaire de progrès nutritionnel qui identifie de façon concrète une ou plusieurs cibles à atteindre pour des produits particuliers ou pour l'ensemble des produits de l'entreprise. Ces engagements regroupent deux types d'intervention, soit l'amélioration ou la création de produits en fonction de critères nutritionnels précis, soit l'augmentation de l'accessibilité des produits à valeur nutritionnelle améliorée. Il est important de noter que les trois grands joueurs de la distribution alimentaire au Québec, Loblaws, Sobeys et Metro, ont signé, ou sont sur le point de signer, des engagements dans le cadre du programme Melior.

PROGRAMME DUX

Le programme DUX est orchestré par ÉDIKOM, un groupe médiatique bien connu au sein de l'industrie agroalimentaire du Québec, et soutenu par Québec en Forme. DUX est un programme qui vise à motiver et à mobiliser les initiatives qui contribuent à améliorer de l'état de santé des populations (les jeunes et leur famille) par

l'alimentation. Il vise à souligner l'excellence auprès d'un large public, tant professionnel que consommateur, et devient la référence en matière de reconnaissance du leadership des affaires en alimentation. L'industrie alimentaire, un pilier économique au Québec, est amenée à jouer un rôle important dans l'amélioration de la qualité de l'offre alimentaire. Le concours et la soirée gala DUX ont été mis sur pied afin de valoriser les entreprises leaders de ce secteur, de même que les personnes et les organisations qui sont à l'origine d'initiatives permettant de mieux manger.

DISTRIBUTEURS ALIMENTAIRES - IGA

Chez les distributeurs alimentaires, la chaîne IGA a lancé en mai 2014 une initiative dans l'ensemble de son réseau québécois sous le thème «Mieux manger»⁷. Ce concept se veut une invitation à découvrir le plaisir de mieux manger et mise sur l'engouement suscité par les émissions culinaires en confiant le rôle d'ambassadeurs à des animateurs-vedettes. De l'information aux consommateurs (infolettre, site web et circulaire), une augmentation de l'offre d'aliments santé et de produits du Québec, ainsi que des dégustations en magasin font partie de la formule.

DISTRIBUTEURS ALIMENTAIRES - METRO

De son côté, le distributeur Metro a élaboré son programme «À votre santé! avec Metro»⁸ et s'engage à améliorer son offre de produits pour une alimentation plus saine et à guider les clients dans leurs choix d'aliments, tout en offrant des produits sains abordables et en faisant la promotion de saines habitudes alimentaires. Un partenariat avec le Centre McGill pour la convergence de la santé et de l'économie a permis de créer un comité scientifique consultatif qui suivra la mise en œuvre du programme et évaluera son impact. Le programme propose un outil simple pour guider le consommateur dans ses choix parmi les aliments offerts sur les tablettes, à savoir deux «repères-sourires» apposés sur les étiquettes de prix pour identifier les bons choix et les meilleurs choix dans une catégorie. Les produits ont été évalués par l'équipe de nutritionnistes de Metro sur la base des recommandations de Santé Canada et du Guide alimentaire canadien. Les critères d'évaluation de chaque catégorie de produits sont accessibles sur le site internet de la compagnie. Enfin, Metro compte aussi sur la mise en valeur des fruits et des légumes et l'accès facile aux conseils de nutritionnistes.

DISTRIBUTEURS ALIMENTAIRES - LOBLAWS

Pour sa part, Loblaws a développé depuis 2005 une gamme d'aliments transformés considérés comme des choix plus sains. La gamme de produits PC^{MD} Menu bleu^{MD} créée en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en nutrition et métabolisme de l'Université de Toronto met en valeur dix bienfaits nutritionnels:

⁵ www.quebecinternational.ca/industries-cles/transformation-alimentaire/consortium-aliments-sante/presentation-consortium

⁶ www.programmemelior.com

⁷ www.iga.net/fr/mieux_manger/mouvement_mieux_manger

⁸ www.metro.ca/produits-services/programme-sante/a-votre-sante-avec-metro/index.fr.html

augmentation de la consommation d'oméga-3, de fibres, de vitamines et minéraux, de protéines de soya, de prébiotiques et probiotiques et de stérols végétaux et diminution du gras, du sodium, du sucre et des calories. Des flèches vertes indiquent sur la face principale de l'emballage en quoi le produit se distingue des autres produits de la même catégorie en identifiant les bienfaits nutritionnels qu'il apporte. Cet affichage vise à simplifier la prise de décision des consommateurs. Plus récemment, la chaîne a aussi lancé le Guide-étoiles⁹, un système de classement qui attribue de 0 à 3 étoiles aux aliments en évaluant leurs bienfaits au moyen d'un algorithme. Le programme évalue les aliments en fonction de leur teneur en vitamines, en minéraux, en fibres, en grains entiers, en acides gras oméga-3, en gras saturés, en gras trans, en sodium ajouté et en sucre ajouté.

En résumé, les actions visant à améliorer la qualité de l'offre alimentaire par le secteur privé sont nombreuses au Québec. Des études américaines et françaises ont toutefois révélé certaines limites dans les initiatives d'autorégulation des entreprises pour améliorer la qualité nutritionnelle des produits offerts (Combrisa *et al.* 2014; Jacobson *et al.* 2013). Or, aucune plateforme n'existe actuellement pour évaluer de manière indépendante les engagements volontaires pris par le secteur privé québécois pour améliorer leurs produits et l'impact de ces changements sur les comportements d'achat et de consommation des individus. Dans nos échanges avec la Fondation Initia, il été mentionné que les transformateurs québécois apprécieraient une telle plateforme, laquelle permettrait d'augmenter la reconnaissance de leurs initiatives tout en rassurant le consommateur sur la neutralité, la validité et la transparence des études. En ce sens, l'Observatoire constituerait une belle opportunité pour le secteur privé. Il est important de mentionner ici que le Conference Board du Canada a récemment présenté, avec Loblaws et Agriculture et Agroalimentaire Canada, une stratégie canadienne pour orienter le changement dans le secteur alimentaire¹⁰. Un suivi des actions déployées par le secteur alimentaire est donc prévu afin de mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de la stratégie.

2.5 Sommaire du contexte québécois

Un dispositif de suivi de l'alimentation s'avère nécessaire afin de recueillir, d'interpréter et de diffuser périodiquement et en temps réel de l'information de première ligne sur la qualité des produits alimentaires offerts sur le marché québécois. Toutefois, à ce jour, aucune base de données publique ne permet d'évaluer la qualité globale de l'offre alimentaire au Québec. Cette étude démontre clairement la convergence des besoins en ce sens, tant pour le suivi de l'alimentation et de l'état de santé des Québécois que pour le développement de l'économie bioalimentaire.

Il ne fait aucun doute que le projet de mise sur pied d'un Observatoire québécois de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire tombe à point et bénéficie d'un contexte hautement favorable compte tenu des nombreux efforts, programmes et initiatives mis en place par les organisations québécoises des secteurs public, parapublic et privé. En effet, le projet cadre parfaitement avec les politiques et les orientations des ministères en matière de santé, d'économie, d'innovation et de développement durable. En ce qui concerne l'expertise, le projet peut compter sur une importante masse critique de chercheurs et d'organisations dont la diversité et la complémentarité sont un gage de succès et de crédibilité. En outre, tant les initiatives des transformateurs et des distributeurs que celles des associations et organismes de développement qui les soutiennent démontrent clairement la volonté du secteur de s'impliquer activement dans l'amélioration de l'offre alimentaire et des habitudes de consommation.

⁹ <http://guideetoiles.ca/>

¹⁰ www.newswire.ca/fr/story/1324823/canada-can-choose-to-become-a-global-food-super-power

3 REVUE DES INITIATIVES SIMILAIRES AU CANADA ET À L'INTERNATIONAL

Il existe quelques programmes de recherche et projets pilotes en lien avec la surveillance de l'alimentation et de la nutrition dans le monde. Cette section présente brièvement ces initiatives et précise quels éléments soutiennent la pertinence du projet.

3.1 L'Observatoire de la qualité de l'alimentation (France)

L'Oqali¹¹ a été créé en 2008 en France par les ministères en charge de l'alimentation, de la santé et de la consommation dans le cadre du deuxième Programme national nutrition santé. Depuis 2011, il constitue la section nutritionnelle chargée des questions relatives à l'offre et aux caractéristiques des aliments de l'Observatoire de l'alimentation, inscrit dans le cadre du Programme national de l'alimentation. Sa mission est d'exercer un suivi global de l'offre alimentaire des produits transformés, en mesurant l'évolution de la qualité nutritionnelle tout en tenant compte des paramètres socioéconomiques (prix moyens, segments de marché, volumes de vente). Les objectifs de l'Oqali incluent également d'évaluer et d'éclairer les interventions publiques et privées en vue d'une amélioration continue de l'offre alimentaire et d'appuyer les initiatives favorisant l'adoption de stratégies d'amélioration de la qualité.

Deux comités sont à la base de la gouvernance de l'Oqali. Le comité de pilotage regroupe le président de l'Observatoire de l'alimentation, des représentants des trois ministères impliqués dans la création de l'Oqali, ainsi que des représentants de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Ce comité approuve le programme de travail et valide les rapports de l'Oqali. Le comité d'orientation technique, qui joue un rôle conseil, regroupe les mêmes personnes en plus de représentants des industriels, des distributeurs et des consommateurs. Enfin, des groupes de travail sectoriels sont formés pour définir la méthodologie propre à chaque secteur étudié et pour organiser la collecte et le traitement de l'information. Ces groupes sont constitués de représentants de l'Anses, de l'INRA, ainsi que de professionnels du secteur.

L'Oqali recueille l'ensemble des informations sur l'étiquette des produits, relève les paramètres économiques (parts de marché, prix moyens) et procède, lorsqu'approprié, à des analyses de composition nutritionnelle, parfois sur des échantillons composites. L'analyse de l'offre est déclinée par secteur alimentaire et porte essentiellement sur les produits transformés en distinguant les différents segments de marché (par exemple: marques nationales, marques maison, marques *hard discount*) et les gammes de prix (entrée de gamme, cœur de marché, haut de gamme). L'Oqali réalise principalement deux types d'études. Les études sectorielles, par exemple sur les charcuteries ou les céréales prêtes-à-manger, rapportent des données agrégées par sous-catégories

d'aliments ou segments de marché. Ces données peuvent être pondérées par les parts de marché et, puisque tous les produits d'un secteur ne peuvent être étudiés, une évaluation de la couverture du marché assure la représentativité de l'étude. Le traitement des données, statistique et descriptif, est un constat de la situation ou de son évolution, sans jugement de valeur explicite. D'ailleurs, les entreprises de transformation alimentaire ne sont pas identifiées dans les rapports. Pour leur part, les études transversales touchent plusieurs secteurs de l'industrie et traitent de l'impact des chartes d'engagement volontaire.

Les travaux de l'Oqali ont permis de constater une augmentation des informations disponibles sur les emballages des produits et une évolution de la composition nutritionnelle moyenne pour certains couples nutriments-familles de produits, certaines allant dans le sens des recommandations nutritionnelles et d'autres pas (Chauliac & Hercberg, 2012). Ils ont aussi répertorié les différentes stratégies utilisées pour améliorer la composition nutritionnelle selon les secteurs : développement de l'offre de produits de meilleure qualité nutritionnelle, reformulation des produits existants, ou encore, retrait de produits de qualité nutritionnelle moindre et lancement de nouveaux produits offrant une meilleure qualité nutritionnelle au sein de certaines familles de produits.

Plusieurs éléments de l'Oqali s'avèrent intéressants pour le projet québécois d'Observatoire. D'abord, il compte sur une volonté gouvernementale solide et sur l'indépendance de sa gouvernance vis-à-vis du secteur industriel par un financement exclusivement public. L'Oqali reconnaît néanmoins l'importance de collaborer avec le secteur industriel pour faciliter la cueillette de données et s'assurer d'une bonne compréhension du secteur. Cette collaboration est régie par une charte de fonctionnement des partenariats qui informe les partenaires des modalités de transmission des données et des conditions de leur utilisation et de leur diffusion, et qui garantit l'indépendance des activités de l'organisme. Le projet québécois pourrait s'inspirer grandement de la mission, des objectifs et du mode de fonctionnement de l'Oqali. Les affinités d'intérêts entre les deux structures présentent un fort potentiel pour d'éventuelles collaborations.

3.2 Le Food Research Program de l'Université de North Carolina à Chapel Hill (États-Unis)

Le Food Research Program¹² de l'Université de North Carolina à Chapel Hill vise à fournir à la communauté universitaire, aux décideurs et à l'industrie des méthodes rigoureuses et innovantes pour suivre la dynamique et l'évolution de l'approvisionnement alimentaire des États-Unis afin de comprendre comment elles affectent la consommation d'aliments et de boissons des Américains, particulièrement les groupes de populations vulnérables. Les travaux de recherche de ce programme misent sur un système

¹¹ www.oqali.fr

¹² <http://uncfoodresearchprogram.web.unc.edu/>

d'union des données commerciales de ventes d'aliments et de boissons (en utilisant la base de données de la firme Nielsen) et de données publiques sur la composition nutritionnelle et sur les habitudes de consommation des Américains. Il s'agit du premier système américain permettant de documenter l'impact nutritionnel et de santé publique des engagements et changements de pratiques de l'industrie dans l'approvisionnement alimentaire et des effets observés sur les habitudes alimentaires.

Actuellement, les travaux du programme portent sur l'évaluation du Healthy Weight Commitment Foundation, un engagement volontaire pris par seize des principaux fabricants de produits et de boissons alimentaires emballés à retirer collectivement 1000 milliards de calories de leurs produits d'ici 2012 (avec comme base de comparaison les informations de 2007), et 1500 milliards de calories d'ici 2015 (Slining, Wen & Popkin, 2013). L'évaluation est subventionnée par la Robert Wood Johnson Foundation, qui réunit également un groupe d'experts-conseils donnant son avis sur la conception et l'interprétation des analyses de l'évaluation sur une base confidentielle. Ce comité est composé de scientifiques et d'experts indépendants dans le domaine de l'obésité, de la nutrition, de l'économie et de la surveillance populationnelle. Les membres du comité aident à la conception et à la révision de la stratégie d'évaluation globale, des méthodes, des analyses et des résultats et examinent les rapports annuels et les manuscrits pour des publications évaluées par les pairs.

Pour l'Observatoire, l'expérience du Food Research Program constitue l'exemple le plus complet d'un programme de surveillance de l'alimentation basé sur l'union des données de l'offre avec celles de la demande (achats et ventes) ainsi qu'aux données de consommation usuelle. Un échange avec le directeur de ce programme nous a appris que cette union est un travail laborieux et très coûteux, surtout parce qu'une entente avec les fournisseurs est nécessaire à l'obtention des données. Le bon fonctionnement du programme semble reposer sur la nature évaluative des travaux de recherche et la participation des industriels au projet d'évaluation, ce qui facilite l'accès aux données.

3.3 Le Projet Canada Food Tracker (Canada)

Ce projet pilote est une initiative de collaboration unique entre les Diététistes du Canada, Santé Canada, GSI Canada et le secteur des services alimentaires. Il a permis, entre autres, de développer l'application web et iPhone du moteur de recherche EatWise.ca¹³ qui permet de chercher des aliments communs et de visualiser les nutriments qu'ils contiennent. Actuellement, la base de données Eatwise.ca contient seulement les aliments inclus dans le Fichier canadien sur les éléments nutritifs fourni par Santé Canada et les produits alimentaires des fabricants et du secteur des services alimentaires qui participent au projet par l'intermédiaire de GSI Canada. D'autres aliments de marque seront intégrés au fur et à mesure que les fabricants intégreront l'information dans la base de données du projet Canada Food Tracker. Pour l'Observatoire,

ce projet démontre bien le manque d'information sur les produits de marques présents dans le Fichier canadien sur les éléments nutritifs. Quant à l'existence même du projet, elle démontre qu'il est tout à fait possible de s'entendre avec les fabricants et le secteur des services alimentaires pour obtenir des données commerciales de GSI Canada grâce à un projet de collaboration.

3.4 Le Food Monitoring Group (Canada)

Ce groupe a été créé en 2010 au George Institute for Global Health en Australie (The Food Monitoring Group, 2013). Il repose sur une collaboration internationale et vise à suivre objectivement les changements liés à la composition nutritionnelle de l'approvisionnement alimentaire dans 24 pays, dont le Canada. Des méthodes et des protocoles sont proposés afin d'uniformiser la collecte de données, lesquelles proviennent directement de l'industrie, des sites web ou sont directement colligées en magasin, ce qui exige un investissement considérable de temps et d'argent. À titre d'exemple, la collecte annuelle d'environ 7000 produits alimentaires d'Australie a requis 1400 heures, incluant 400 heures seulement en collecte de données (photographies prises avec un téléphone intelligent), 500 heures d'entrée de données et 500 heures de plus pour la catégorisation et la vérification des données. Plus récemment, l'équipe a utilisé des techniques de *crowd sourcing* basées sur des applications de téléphone intelligent pour réduire les coûts de collecte de données en cours, tout en élargissant le champ d'application du processus de collecte de données.

Au Canada, le Food Monitoring Group inclut des représentants de l'Université de Toronto, de l'Université de Calgary, de Santé Canada, du Centre for Science in the Public Interest et de l'International Association of Consumer Food Organizations. Aucun représentant québécois n'y figure actuellement.

Les données canadiennes sont colligées au moyen du FLIP, le Food Label Information Program (Arcand *et al.* 2014). **Les données sont obtenues par collecte manuelle: une photographie de chaque côté de l'emballage de chaque produit est prise et insérée dans un système informatique au moyen d'une saisie électronique.** Les données incluent le nom et la marque du produit, le fabricant, le code de produit universel, la taille de l'emballage, la date et le lieu de la collecte de données, le prix, la taille des portions, les valeurs du tableau nutritionnel et les informations nutritionnelles de marketing (allégations nutritionnelles et de santé, images et les repères nutritionnels retrouvés sur le devant de l'emballage).

À ce jour, la base de données canadienne générée par FLIP comprend 10 487 produits et boissons de marques nationales et de marques maison provenant de quatre grandes chaînes de supermarchés canadiens (qui représentent à elles-seules 56 % des parts de marché du commerce au détail des produits et boissons). Les données ont été colligées de février 2010 à avril 2011 et les produits ont été sélectionnés dans 23 groupes et 153 sous-groupes alimentaires, tels que définis par le Règlement sur les aliments et

¹³ www.eatwise.ca/

drogues du Canada. Une nouvelle collecte a été entreprise en 2013 pour les produits du commerce du détail (The Food Monitoring Group, 2013). Les données canadiennes comprennent aussi 3647 produits venant de 68 chaînes de restauration rapide dont les renseignements ont été obtenus sur les sites web des compagnies.

Pour l'Observatoire, les premières analyses issues de FLIP démontrent bien la pertinence d'un programme de suivi de la qualité nutritionnelle de l'approvisionnement alimentaire au Canada. Par exemple, l'analyse de 7234 produits alimentaires disponibles au Canada (2010-2011) révèle que près de 49 % des produits n'étaient pas conformes aux critères de référence pour la teneur en sodium et 25 % des produits excédaient la teneur maximale (Arcand *et al.* 2014). La variabilité de la teneur en sodium à l'intérieur et entre les catégories d'aliments était élevée. Le mode de fonctionnement du programme FLIP démontre également qu'une collecte de données manuelle requiert des investissements considérables, son développement ayant été évalué à 1 M \$. De plus, une telle collecte ne permet pas un suivi en temps réel ni la mise à jour des produits retirés et insérés sur le marché. D'un autre côté, les données incluses dans FLIP sont très complètes et comprennent des informations sur la promotion des produits, ce qui peut s'avérer très utile pour étudier l'interaction entre l'offre et la demande. Enfin, les données actuelles de FLIP portent uniquement sur les produits disponibles en Ontario et en Alberta, mais des collectes dans d'autres provinces sont en cours de planification. Il serait donc intéressant de discuter des possibilités de collaboration visant à colliger des données québécoises au moyen de FLIP.

3.5 Le Projet BRIDGE du Centre McGill pour la convergence de la santé et de l'économie (Québec)

Au Québec, le McGill Centre for the Convergence of Health and Economics (MCCHE) a adopté une approche globale qui mise sur une collaboration intersectorielle et transdisciplinaire pour devenir un moteur de l'innovation et de l'élaboration de politiques en sciences, technologies, affaires, agriculture et systèmes de santé. Le projet BRIDGE (*Bringing Research and Information to Decision making and Governance through Evidence*) du MCCHE vise à développer une plateforme intégrée de connaissances comprenant des données sur l'alimentation, la sécurité alimentaire, les maladies chroniques et des données administratives du système de santé. Pour ce faire, le projet BRIDGE a développé un dispositif de suivi basé sur une architecture dynamique et géocodée, dans lequel sont intégrées des données commerciales de ventes d'aliments et de boissons, des caractéristiques sur les produits (composition nutritionnelle, prix, promotion et placement), ainsi que des données sociodémographiques, de santé des populations et de soins de santé (Buckeridge *et al.* 2014). Cette intégration de données permet, entre autres, de développer des indicateurs de la qualité nutritionnelle de l'environnement alimentaire (sur la base de la qualité, la disponibilité, la promotion et l'accessibilité des produits) au niveau des quartiers résidentiels. Ces données couvriront bientôt l'industrie du détail et de la restauration. Le projet BRIDGE, qui revêt un très grand intérêt pour la mise sur pied

de l'Observatoire, génère des résultats sur les aspects de santé et d'économie qui auront des retombées significatives tant pour les politiques publiques que pour guider les acteurs sur le terrain dans leurs efforts visant la promotion de la santé. Ces derniers incluent, par exemple, les communautés mobilisées par Québec en Forme et les initiatives de l'industrie afin d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre et de la demande alimentaire (p. ex. « À votre Santé! avec Metro»). L'expertise développée par le MCCHE dans le développement d'indicateurs et de systèmes de données dynamiques et géospatiales procurera un avantage considérable à l'Observatoire, tout comme les négociations qu'ils ont entamées avec la firme Nielsen pour un meilleur accès aux données.

3.6 Sommaire des initiatives similaires au Canada et à l'international

La revue des modèles de référence au Canada et à l'international a permis de documenter plusieurs initiatives destinées à assurer le suivi de la qualité de l'offre alimentaire. Tous les experts consultés ont démontré une grande ouverture à collaborer et à partager leur expérience dans la mise sur pied de ces outils. Il est recommandé que l'Observatoire sollicite une consultation technique auprès des chercheurs clés de chacune de ces initiatives, notamment avec les experts du programme FLIP, du Food Research Program de la Caroline du Nord et du MCCHE. Dans l'ensemble, les éléments suivants sont pertinents au projet d'Observatoire.

- La collecte de données manuelle est une démarche fastidieuse et coûteuse qui limite la collecte en temps réel;
- La capacité d'unir les bases de données de l'offre et de la demande apparaît essentielle pour mesurer les impacts des changements apportés;
- Plusieurs informations sur les produits autres que la composition nutritionnelle, telles la promotion des produits et le prix, seraient d'intérêt pour les travaux de l'Observatoire;
- L'accès aux bases de données semble réalisable et facilité par les projets d'intérêts communs;
- Les expériences françaises et américaines démontrent concrètement la pertinence d'instaurer un Observatoire permettant de suivre objectivement l'évolution de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire, l'impact des engagements volontaires et, ultimement, les impacts sur les comportements alimentaires et la santé des populations;
- L'Oqali, en France, présente certaines caractéristiques d'intérêt dont l'Observatoire québécois pourrait s'inspirer;
- Les expériences menées à l'étranger doivent être analysées en tenant compte du contexte spécifique au Québec, notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux bases de données.

4 REVUE DES BASES DE DONNÉES DISPONIBLES AU QUÉBEC

Tel que mentionné auparavant, aucune base de données publique ne permet d'évaluer la qualité nutritionnelle globale de l'offre alimentaire au Québec. Il est donc impératif d'examiner les bases de données commerciales qui sont la propriété de l'industrie bio-alimentaire ou d'entreprises spécialisées en marketing. Afin de croiser les données de l'offre et de la demande, deux bases de données s'imposent: le Registre ECCnet de GSI Canada (offre alimentaire) et la base de données Nielsen (achats alimentaires).

4.1 ECCnet de GSI Canada

GSI Canada est membre de GSI, chef de file mondial en matière de normes applicables à la chaîne d'approvisionnement. Financé par l'industrie, GSI est un organisme neutre sans but lucratif, qui permet à ses 20 000 abonnés –des organisations de toutes les tailles et de plus de 20 secteurs au Canada– d'augmenter leur efficacité et leur rentabilité grâce à l'adoption de pratiques d'excellence visant la chaîne d'approvisionnement électronique. GSI Canada a créé le Registre ECCnet¹⁴, un registre national de données sur les produits commercialisés au Canada, qui permet de relier les partenaires commerciaux grâce à une source unique de données de produits exactes et à jour pour le listage de produits et la synchronisation des données par voie électronique. Il s'agit d'un registre GSI unique au monde donnant accès à des données sur les valeurs nutritives. En automatisant la mise en liste de produits et le procédé de changement de produits, ce registre réduit le nombre d'erreurs humaines, augmente la visibilité des produits dans la chaîne d'approvisionnement et accélère l'accès à des renseignements essentiels sur les produits entre les partenaires commerciaux.

Les données du Registre ECCnet comprennent des données nutritionnelles d'étiquetage des produits qui sont obligatoirement requises par Santé Canada, incluant l'énergie totale, ainsi que 13 éléments nutritifs principaux: les macronutriments (protéines, glucides et lipides), les gras saturés et gras trans, le cholestérol, les sucres totaux, les fibres alimentaires, le sodium, le calcium, le fer, ainsi que des vitamines A et C. Les données sur les sucres ajoutés ne sont pas disponibles car ils ne sont pas encore exigés par Santé Canada. D'autres informations peuvent être disponibles aux utilisateurs sur appel d'offre grâce à un service de flux de données avec les fournisseurs. Ces informations peuvent inclure la liste d'ingrédients, les allergènes, la taille des produits, l'emballage, le code barre unique au produit, la provenance (pays d'origine), ainsi que des informations sur les allégations et la promotion des produits. L'ensemble des données peut être obtenu en fichier Excel pour la programmation. Ces données sont continuellement validées par GSI. Une étude pilote réalisée par le MSSS sur 9000 produits alimentaires dans les établissements de santé (p. ex. les hôpitaux) a permis de démontrer une concordance de 90 % entre les données du Registre ECCNet et les données nutritionnelles sur les étiquettes des produits.

Les coûts d'accès aux données du Registre ECCnet incluent des frais de base de 55 000 \$ pour la programmation et de 15 000 \$ pour la base de données. Des frais supplémentaires de 1500 \$/mois sont requis pour assurer le flux de données. Cependant, l'accès aux données du registre dépend largement de l'acceptation et de l'adhésion des entreprises fournisseuses de données. Il est à noter que peu de chercheurs au Québec et au Canada ont réussi à obtenir l'accès aux données du Registre ECCnet, étant donné les problèmes d'utilisation et de la confidentialité revendiquée par l'industrie en vertu de la Loi sur la concurrence.

Or, le projet Canada Food Tracker a récemment démontré qu'il est possible d'obtenir le consentement de l'industrie pour accéder aux données du registre, moyennant une entente de collaboration dont les objectifs et les retombées bénéficient tant aux utilisateurs qu'aux fournisseurs de données. Dans ce contexte, le MSSS travaille actuellement à la préparation d'un appel d'offre pour l'obtention des données du Registre afin de suivre et de mieux orienter les achats alimentaires les achats alimentaires dans les établissements de santé. Cette entente inclurait une utilisation des données par le MAPAQ et l'INSPQ et qui pourrait potentiellement servir aussi à l'Observatoire.

4.2 Données de ventes et d'achats d'aliments et de boissons de Nielsen

Plusieurs entreprises offrent des données commerciales de ventes d'aliments et de boissons. Parmi celles-ci, Nielsen est sans doute la plus connue et la plus utilisée au Québec. Nielsen¹⁵ offre des données sur les tendances de ventes ou d'achats d'aliments et de boissons qu'elle récolte à l'aide des lecteurs optiques de code barre installés dans les magasins. La base de données comprend le volume des ventes au détail (\$, unité, poids (lb ou kg)) ainsi que le prix (incluant les promotions) pour chaque SKU (*stock keeping unit*). Les données pouvant être obtenues par type de magasin et par secteur géographique (trois premières lettres des codes postaux), peuvent ainsi être reliées aux données du recensement de Statistique Canada. Les données de ventes peuvent être obtenues par semaine, par mois ou par année et fournies en format de fichier Excel pour la programmation. Nielsen Homescan étudie aussi les comportements d'achats des consommateurs en colligeant des données auprès d'environ mille foyers canadiens, dont 23 % sont situés au Québec. Les participants passent au lecteur optique les codes à barres des articles achetés et répondent à des sondages d'opinion.

Les données colligées par la firme Nielsen doivent toutefois être négociées. Leur coût d'acquisition, généralement élevé, dépend de la valeur marchande des données. Il est négocié au cas par cas dans le cadre d'ententes sur mesure entre l'utilisateur et la compagnie, en fonction du niveau de détails et d'agrégation des

¹⁴ www.gsica.org/pages/n/Services/GSICanada_ECCnet_Registry.asp

¹⁵ www.nielsen.com/ca/fr.html

données désiré. Les conditions d'utilisation et de diffusion des données sont très circonscrites et assujetties à des règles de confidentialité très strictes.

L'exemple suivant illustre la situation. En 2012, Québec en Forme a déboursé 750 000 \$ pour obtenir des données de ventes sur cinq ans de 78 catégories de produits (représentant environ 60-65 % des produits dans les grandes épicerie) dans 610 supermarchés répartis dans 292 zones géographiques au Québec telles que définies par les trois premières positions du code postal. Ce tarif négocié était deux fois moins élevé que celui que paient les entreprises pour le même type de données. Québec en Forme a le droit d'utiliser ces données pour dresser des rapports sommaires et des portraits globaux. Un contrat a été signé avec l'INSPQ pour l'accès aux données, qui seront utilisées pour produire une cartographie des ventes alimentaires au Québec avec Géoclip et créer des bases de données à partir d'indicateurs agrégés (p. ex. quantité de fruits achetés par semaine dans une région donnée). Cette utilisation particulière de transformation des données en indicateurs a été négociée avec Nielsen. Dans le cadre de l'entente, les données ne peuvent pas être utilisées à des fins de recherche ou de publication et doivent servir aux acteurs locaux et régionaux pour prendre de meilleures décisions et vérifier l'impact des mesures prises.

Plusieurs groupes de chercheurs et de décideurs achètent et analysent régulièrement des données Nielsen au Québec, dont le MAPAQ, Québec en Forme et l'INAF. Il existe aussi plusieurs experts au Québec en traitement et analyse de ces données, entre autres, au MAPAQ, à l'Université McGill (Buckeridge *et al.* 2014); à l'INSPQ (Blanchet *et al.* 2014), ainsi qu'à l'INAF. Certains bureaux spécialisés en géomarketing et le secteur industriel sont d'autres utilisateurs courants des données Nielsen.

4.3 Autres bases de données

D'autres bases de données commerciales de ventes au détail et de services alimentaires existent, tel l'Euromonitor et le Kanta Worldpanel. Les données d'Euromonitor ne portent que sur les groupes alimentaires, pas sur des produits spécifiques, et elles ne sont disponibles qu'au niveau national. Les données du Kanta Worldpanel ont quant à elles l'unique avantage de lier les données de ventes (code barre) avec les informations nutritionnelles des produits. Avec ces données, des chercheurs ont analysé la teneur en sodium de 44 000 aliments transformés achetés par 21 000 foyers en Angleterre (Murchu *et al.* 2011). Kanta Worldpanel est présent dans 64 pays, mais malheureusement pas au Canada.

Enfin, la base de données SOS Cuisine¹⁶ inclut des données sur le comportement d'achat de plus de 300 000 Canadiens par semaine, dont 80 % sont issus du Québec. Ces données pourraient servir, entre autres, à étudier l'impact d'une publicité ou du prix des aliments sur le comportement d'achat. Elles rendraient également possibles la tenue de panels de suivi avec les consommateurs.

4.4 Constats sur les bases de données disponibles

Aucune base de données publique ne permet actuellement d'évaluer la qualité nutritionnelle globale de l'offre alimentaire disponible au Québec. Les données de nature commerciale sont la propriété de l'industrie et l'obtention des données nutritionnelles des produits (base de données GSI) doit être négociée par le biais d'une collaboration avec les fournisseurs du secteur de la distribution alimentaire. Les données d'achats alimentaires de Nielsen sont elles aussi très coûteuses et leurs conditions d'utilisation et de diffusion sont très strictes. Cependant, les objectifs et le cadre des travaux de l'Observatoire sont très différents de ceux de l'industrie. Le rôle social de l'Observatoire et la nature non compétitive de ses travaux devront être mis en valeur et pourraient s'avérer facilitants lors des négociations à venir avec GSI et Nielsen qui détiennent ces bases de données de première ligne.

Nos consultations ont fait ressortir un grand intérêt et un fort potentiel en ce qui concerne la fusion et le croisement des données de GSI et de Nielsen grâce au code à barre unique des produits. Toutefois, des limites techniques qui devront faire l'objet d'une évaluation rigoureuse par l'entremise d'un projet pilote. En outre, le Québec compte plusieurs acheteurs, utilisateurs et experts des données Nielsen. Bien que les experts de l'utilisation des données GSI semblent moins nombreux, le croisement de ces deux bases de données présente un potentiel très significatif pour répondre à des questions de recherche restées jusqu'ici sans réponse. La création d'une telle interface ne manquera pas d'intéresser de nombreux groupes de recherche, ce qui laisse présager de nouvelles collaborations très porteuses pour le projet

¹⁶ www.soscuisine.com/?sos_l=fr

5 SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS AUPRÈS DES ACTEURS

La faisabilité du projet d'Observatoire repose d'abord et avant tout sur le consensus de tous les partenaires engagés par une vision et une mission communes, ainsi que sur la définition d'objectifs permettant de répondre à des questions de grand intérêt pour toutes les parties prenantes, à savoir les chercheurs, les ministères, l'industrie bioalimentaire et les associations et organisations des secteurs bioalimentaire, de la nutrition et de la santé. La consultation des partenaires actuels et potentiels du projet a permis de mettre en lumière les points de convergence quant aux besoins et aux intérêts et de détailler l'éventail des possibilités quant aux questions de recherche, aux objectifs, aux éléments de vision et de mission, ainsi qu'aux valeurs et aux principes rassembleurs qui assureront le succès du projet.

5.1 Vision de l'Observatoire

Les partenaires s'entendent sur l'importance de définir une vision claire qui devra exprimer la pertinence et l'utilité de l'Observatoire. En ralliant tous les partenaires autour d'un but commun, l'énoncé de vision créera le *modus vivendi* de l'Observatoire. Les éléments suivants ont été proposés pour en inspirer l'élaboration.

- Contribuer à l'effort collectif visant l'adoption de saines habitudes alimentaires en favorisant l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire et de son accessibilité;
- Devenir un moyen de suivre, de documenter et d'intervenir collectivement et rigoureusement sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec;
- Constituer un moteur de changement, un lieu de rassemblement, un point de convergence des actions collectives vers une saine alimentation.

5.2 Mission de l'Observatoire

Tous les partenaires ont convenu que la mission de l'Observatoire consiste principalement à améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire au Québec. Or, celle-ci pourrait aller encore plus loin pour lui permettre d'exercer un impact encore plus direct sur le changement. Les éléments suivants ont été suggérés.

- Observer et suivre l'évolution de la qualité nutritionnelle des aliments commercialisés au Québec;
- Devenir une source de référence de grande crédibilité sur les questions relatives à l'alimentation au Québec;
- Générer des connaissances nouvelles et les transférer vers les secteurs privés et publics;
- Soutenir l'industrie bioalimentaire dans ses démarches d'innovation visant la saine alimentation;
- Œuvrer dans une perspective de développement durable.

5.3 Objectifs de l'Observatoire

La consultation a permis de dégager les objectifs suivants pour la mise en place d'un Observatoire.

- Réaliser des études sectorielles et transversales permettant de suivre objectivement l'évolution de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire disponible au Québec auprès des secteurs de la distribution et de la transformation;
- Mesurer l'impact de différentes mesures (p. ex. engagement volontaire de l'industrie) et de politiques publiques en matière de saine alimentation;
- Effectuer de la recherche de pointe sur l'évolution de la consommation et du comportement des consommateurs envers une saine alimentation;
- Évaluer les initiatives d'innovation des entreprises bioalimentaires par le biais des produits et des services offerts;
- Permettre aux entreprises d'avoir accès à des outils d'analyse et de comparaison objectifs et non nominatifs sur la qualité nutritionnelle de leurs produits par rapport au marché ainsi que des conseils concrets et applicables.
 - *Cet objectif est toutefois conditionnel à un encadrement rigoureux par une charte de fonctionnement qui garantit l'indépendance des activités de l'organisme, à l'instar de celle utilisées à l'Oqali (France).*

5.4 Principes et valeurs communs aux acteurs

Tous les partenaires se sont accordés sur la nécessité d'adopter les valeurs et principes communs suivants pour l'Observatoire.

- Miser sur des valeurs d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité et de transparence;
- Favoriser la communication, la collaboration et la concertation de tous les partenaires en misant sur l'écoute et la compréhension mutuelle de leurs besoins et de leurs objectifs;
- Privilégier une approche multidisciplinaire et globale des interventions et des approches de recherche;
- Développer des méthodologies scientifiques innovantes et rigoureuses;
- Promouvoir l'accessibilité à la saine alimentation pour tous;
- Promouvoir la saine alimentation en adhérant aux principes sociétaux, économiques et environnementaux du développement durable;
- Encourager la responsabilité sociale des transformateurs et des distributeurs envers la saine alimentation;
- Contribuer à la compétitivité et au positionnement des entreprises au Canada et dans le monde grâce à la qualité nutritionnelle des aliments transformés au Québec;
- Permettre le partage et l'accès public à l'information.

Certaines réserves ont toutefois été exprimées, par exemple, à l'effet que l'Observatoire ne devrait pas se faire « la police » de l'alimentation, ni un outil de coercition.

5.5 Questions de recherche auxquelles l'Observatoire devrait répondre

Les questions suivantes ont été identifiées comme étant d'intérêt pour certains ou pour l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet d'Observatoire.

- Quel est l'état des connaissances sur la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec?
- La qualité globale de l'offre alimentaire varie-t-elle en fonction du territoire et du prix?
- Quelle importance revêt la valeur nutritionnelle des aliments comme critère d'achat?
- Comment les aliments produits au Québec se distinguent-ils des produits similaires d'autres provenances?
- Comment doit-on définir et qualifier la qualité nutritionnelle des aliments?
- Comment comparer la qualité nutritionnelle des aliments par secteur ou filière alimentaire?
- Dans quelle mesure et de quelle manière les procédés de transformation affectent-ils la qualité nutritionnelle des aliments?
- Comment évaluer les innovations réalisées par les entreprises québécoises visant l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits alimentaires?
- Quel est l'impact des engagements pris par les entreprises signataires d'une charte comme celle du programme Melior ou autres programmes similaires?
- Quel est l'impact des politiques et des programmes publics, parapublics et privés sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire?
- Quel est l'impact sur le comportement des consommateurs des stratégies de communication et de sensibilisation sur les saines habitudes alimentaires?

6 ÉLÉMENTS CLÉS DE FAISABILITÉ

Les travaux qui permettront de dresser le portrait global de la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec devront être réalisés dans un cadre dont les objectifs transcendent les intérêts spécifiques et rendent compatibles les objectifs des secteurs de l'agroalimentaire et de la santé publique. L'Observatoire constitue donc un projet stratégique de grand intérêt pour de nombreux intervenants intéressés par l'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec. Sa grande valeur économique et sociale réside dans sa capacité à créer une plateforme inédite pour l'échange et le partage de renseignements basés sur des données factuelles afin de répondre concrètement à des questions d'intérêt qui demeurent sans réponse à ce jour et qui touchent autant les consommateurs que les acteurs de la santé publique et de l'industrie. L'adhésion et la mobilisation des organisations et des intervenants envers ce projet, tant du secteur public que privé, constitue donc le point central de la faisabilité de cette initiative. En outre, la multiplicité des intérêts en cause rend essentiel l'établissement d'une gouvernance rigoureuse, impartiale, transparente et crédible. Évidemment, les éléments clés de faisabilité du projet incluent aussi d'incontournables considérations techniques et financières, notamment en ce qui concerne l'accessibilité des données et le financement à long terme du projet.

6.1 Mobilisation, collaboration et partenariats

La mobilisation, la collaboration et le partenariat sont essentiels à la mise en route du projet et à son développement à moyen et long terme. C'est pourquoi l'Observatoire sera une plateforme collective, neutre et objective permettant le rapprochement des intérêts de l'ensemble des acteurs concernés par la saine alimentation. Leur mobilisation et leur adhésion inconditionnelle à la vision, à la mission et aux objectifs de l'Observatoire est un élément clé de faisabilité qui prime sur tous les autres et sans lequel ce projet ne pourra voir le jour.

Les consultations ont démontré l'existence d'une volonté bien réelle des partenaires de faire converger leurs intérêts vers un but commun, améliorer la qualité nutritionnelle des aliments offerts au Québec. Évidemment, la possibilité d'obtenir les bases de données GS1 et Nielsen pour une utilisation collective et de pouvoir croiser et faire parler ces données pour aborder des questions inédites constitue un des points forts de ce projet. Des données de qualité, fiables, abordables et utiles aux fins de la recherche susciteront l'adhésion de chercheurs de haut calibre de partout au Québec. La formation d'ententes multisectorielles de collaboration entre les secteurs public (ministères), privé (industrie) et académique (centres de recherche) facilitera la négociation d'ententes avec les détenteurs des bases de données et la collaboration avec les autres centres et initiatives de recherche au Canada et à l'étranger. Le soutien des associations clés de l'industrie et du commerce de détail est également indispensable à la mise sur pied du projet, tant pour faciliter

l'obtention des données du secteur privé que pour susciter la collaboration des grands distributeurs au projet.

6.2 Accessibilité des données

La faisabilité du projet repose dans une large mesure sur la disponibilité d'une grande quantité d'informations de qualité, pertinentes, fiables et pouvant être suivies dans le temps. L'industrie dispose de puissants outils de veille et de renseignements, tel les bases de données Nielsen et GS1, ainsi que d'importantes ressources financières et de capacités organisationnelles pour répondre aux questions qui l'intéressent. L'Observatoire est tributaire de telles informations pour ses travaux, mais le coût d'acquisition de ces données est très important. Une négociation serrée avec leurs détenteurs s'avère donc incontournable. En vertu de sa mission et de ses objectifs, l'Observatoire exploitera les données à des fins socioéconomiques et de santé publique. Dans ce contexte, la valeur des données est très différente d'un usage à des fins commerciales. Il sera judicieux d'aborder cette question avec ouverture et transparence lors des négociations avec l'industrie, en l'abordant sur une base de «valeur partagée» (Porter & Kramer 2011).

Le projet pilote sur l'union des données de l'offre (GS1) et de la demande (Nielsen) sera la première étape de validation de la faisabilité technique du projet. En permettant une évaluation poussée des besoins en termes de données brutes et de leur découpage, il permettra de vérifier si les agrégats de données d'intérêt sortent du standard usuel. Le cas échéant, le regroupement de plusieurs partenaires pour négocier l'acquisition de données «sur mesure» s'avèrera très important. Par exemple, les chercheurs du MCCHE sont en discussion avec Nielsen pour améliorer l'accès aux données dans un format qui convient aux besoins de recherche et le projet Canada Food Tracker illustre avec éloquence la possibilité de développer une entente de collaboration avec les fabricants et le secteur des services alimentaires par l'intermédiaire de GS1 Canada.

Dans l'éventualité où l'Observatoire devait générer ses propres données, les investissements et les efforts requis pour structurer, maintenir et valider l'ensemble de ces données de première ligne seraient considérables. Néanmoins, plusieurs options demeurent possibles, tel qu'utiliser des panels de consommateurs comme SOS Cuisine ou étendre la base de données FLIP au Québec. Il faudra examiner les avantages et les désavantages de chacune de ces options, tout en tenant compte des besoins de la programmation de l'Observatoire. L'équipe de gouvernance et un comité d'experts sur les bases de données devront statuer sur les avenues les plus optimales.

Enfin, le maintien de la confidentialité des informations de nature commerciale constitue une préoccupation majeure pour la mise en œuvre du projet. Les questions entourant l'obtention, le traitement, l'utilisation et la circulation de données privées

devront être examinées par des juristes experts et faire l'objet de chartes d'engagement claires et définies. La rigueur et la diligence de l'Observatoire en cette matière seront un gage de responsabilité et d'imputabilité important pour les discussions et les représentations auprès de ses partenaires et collaborateurs. Il est recommandé de procéder à une revue des modèles d'entente existants à cet effet au sein des ministères et du secteur de la recherche au Québec.

6.3 Récurrence du financement

Les principaux coûts, tant pour la phase de démarrage que pour le fonctionnement à long terme, sont liés à l'acquisition, au traitement et à l'analyse des bases de données. Ceux-ci constituent une charge financière récurrente très importante, que les données brutes soient achetées auprès de Nielsen et GS1 ou générées directement par l'Observatoire, à l'instar du programme FLIP. Toutefois, le regroupement de chercheurs de plusieurs institutions académiques et gouvernementales procurera à l'Observatoire un pouvoir de négociation considérable et permettra des économies substantielles si on compare le coût d'acquisition des données à des fins collectives avec les achats séparés pour chacun des projets de recherche.

Les intervenants, les collaborateurs et les institutions rencontrés font consensus sur la nécessité de minimiser les coûts de structure et d'administration à tous les niveaux afin de maximiser le rendement des sommes investies dans l'Observatoire. La mise en commun des ressources et des équipes de travail des organisations impliquées représente dans ce contexte un important levier de financement. L'ouverture et la volonté de collaborer exprimées à cet effet par toutes les parties constituent des éléments très positifs du projet. En outre, l'INAF pourrait héberger l'ensemble ou une partie des équipes de coordination et d'analyse de l'Observatoire. Les travaux de l'Observatoire ne requièrent pas de surfaces importantes en termes d'espace physique et d'installations et de telles ententes d'hébergement sont déjà courantes à l'INAF.

Il serait pertinent de mettre sur pied un comité de travail sur le financement très tôt dans le processus d'implantation de l'Observatoire pour évaluer les sources de financement susceptibles d'assurer sa pérennité. Cette démarche serait prudente compte tenu de l'austérité budgétaire actuelle dans les organismes publics et gouvernementaux. Les recommandations de ce comité de travail seront utiles à l'élaboration du plan d'affaires de l'Observatoire et de sa stratégie de financement.

Un financement de démarrage sur trois ans est essentiel pour concrétiser la preuve de concept du modèle de l'Observatoire, en particulier en ce qui concerne la faisabilité technique d'union des bases de données et l'établissement des collaborations inter institutionnelles. Les coûts de structure et les leviers financiers potentiels du projet sont détaillés à la section 8.

6.4 Structure organisationnelle et gouvernance

La structure administrative et l'entité légale de l'Observatoire (OBNL, entité sans personnalité juridique hébergée au sein d'une organisation, autre) devront être déterminées rapidement lors de discussions à venir entre les partenaires financiers et les organisations fondatrices. Il faudra tenir compte des différents aspects de propriété et de confidentialité des données, des résultats générés par l'Observatoire, des sources de financement diversifiées, et des ententes de collaboration et de partage de ressources avec les milieux externes et les partenaires potentiels de l'Observatoire. Il faudra aussi tenir compte des principes et valeurs exprimés par les acteurs du projet. L'indépendance, la neutralité et l'autonomie de l'Observatoire devront être assurées, quelle que soit la structure retenue.

Il est donc recommandé de constituer rapidement une structure et une équipe de gouvernance de grande qualité capable de développer un modèle d'Observatoire bien adapté au contexte québécois et d'amener ce projet à devenir un réel moteur de changement et d'impact sur la qualité nutritionnelle des aliments offerts dans la province. Celle-ci devra préconiser une approche participative impliquant tous les acteurs concernés des secteurs public et privé, imposer une vision claire et poser des actions concrètes pour qu'ils adhèrent sans conditions à la mission, aux principes et aux valeurs de l'Observatoire. En effet, quoique le projet comporte un important potentiel de synergies et de retombées qui susciteront l'adhésion et la mobilisation, il comporte également certains risques de conflits d'intérêt qui pourraient limiter sa faisabilité. Par exemple, une trop grande proximité avec l'industrie, notamment sur le plan du financement ou de projets commandés dans un intérêt spécifique, pourrait instiller des doutes sur la crédibilité et l'impartialité de l'Observatoire. En revanche, une trop grande divergence entre l'industrie et l'Observatoire pourrait bloquer l'accès aux données nécessaires à l'exécution du projet, ce qui risquerait d'en limiter la portée et l'impact et de miner la volonté de l'industrie de considérer les approches qu'il préconise. Par exemple, de multiples approches existent pour mesurer la qualité nutritionnelle des aliments. Chacune ayant ses avantages et inconvénients, les opinions à leur sujet sont mitigées, en particulier selon que les résultats sont examinés par le secteur industriel ou celui de la santé publique. C'est au cœur de telles sensibilités et perceptions, justifiées ou non, que résident les principaux potentiels de divergence et de convergence des intérêts.

Cela dit, c'est en permettant une certaine «zone d'inconfort» au cœur des débats qu'émergeront les meilleures idées. Le leadership et la crédibilité de l'équipe de gouvernance seront essentiels pour animer efficacement des débats sains sur les meilleurs moyens de contribuer à l'amélioration de l'offre alimentaire en tenant compte à la fois des objectifs de santé publique et de développement économique. L'Observatoire s'imposera ainsi comme forum unique pour animer en toute objectivité les débats et les grandes questions d'intérêt et d'actualité.

7 MODÈLE DE GOUVERNANCE PROPOSÉE

La mise en place de la gouvernance de l'Observatoire devra se faire dans le souci de représenter équitablement toutes les parties en présence afin de refléter fidèlement les différentes visions de la saine alimentation. Compte tenu de la mission et du rôle social de l'Observatoire, le choix des individus appelés à siéger sur les différents comités sera déterminant pour assurer l'impartialité et la crédibilité de la gouvernance. Ainsi, il serait judicieux de former un comité spécial composé de membres des organisations fondatrices et de représentants d'organisation externes au projet pour sélectionner les personnes qui composeront la gouvernance de l'Observatoire. Parmi les critères à définir, les conflits d'intérêt potentiels avec l'industrie ou une vision dogmatique de la saine alimentation seraient à proscrire. Les individus sélectionnés devraient adhérer pleinement à la valeur et à la mission de l'Observatoire et être reconnus pour leur leadership de même que pour leurs qualités humaines et professionnelles en lien avec son rôle social et l'accomplissement de ses objectifs.

7.1 Rôle et objectif de la gouvernance

Le rôle principal de l'équipe de gouvernance est de voir au bon déroulement des activités de l'Observatoire en lien avec ses valeurs et sa mission. Un des éléments clés de faisabilité identifiés est la mobilisation de plusieurs acteurs devant se rallier à l'objectif commun d'améliorer la qualité de l'offre alimentaire dans la province. La gouvernance devra donc être à l'écoute de toutes les organisations partenaires, lesquelles ont des missions très différentes à la base, et s'assurer de faire converger tant les objectifs de santé publique, que les objectifs de développement économique, de recherche et d'information au consommateur. La gouvernance a également pour rôle d'appuyer l'équipe de gestion dans ses fonctions de développement. La structure de gouvernance proposée comportera : 1) le conseil d'administration (gouverneurs); 2) quatre groupes consultatifs externes et 3) une gouvernance opérationnelle (équipe de gestion).

7.2 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration devrait être un comité mixte composé d'individus n'œuvrant pas ou n'ayant plus d'intérêts au sein du secteur de la transformation et de la distribution mais ayant de bonnes connaissances du secteur. Sa composition pourrait se décliner comme suit.

- 2 membres issus du secteur de la recherche;
- 2 membres issus du secteur de la santé publique;
- 1 membre issu de groupes représentant les consommateurs;
- 1 membre issu du secteur des communications et/ou médias non lié à l'industrie;
- 1 membre issu du secteur législatif;
- 1 membre issu du secteur économique;
- 2 membres observateurs impartiaux et non liés à l'industrie.

De l'avis d'une majorité, le financement ne devrait pas provenir de l'industrie. À cet égard, une certaine catégorisation de la gouvernance s'impose, tout en permettant à l'industrie d'émettre son opinion et ses besoins par le biais des groupes consultatifs.

7.3 Groupes consultatifs externes

Le rôle des groupes consultatifs consiste à soutenir et à aviser judicieusement l'équipe de gouvernance et de gestion sur différentes questions d'ordre opérationnel, professionnel, administratif, financier et juridique, tout en assurant la liaison et la consultation avec les intervenants du milieu (organismes, industrie, recherche, consommateurs, partenaires, etc.). Les groupes consultatifs peuvent être sectoriels (p. ex. secteur boulangerie) et faire appel à des experts ou à des leaders d'influence reconnus dans le milieu pour leur contribution, leur leadership et leurs qualités professionnelles. La constitution de ces groupes n'est pas limitative, c'est-à-dire qu'ils sont prescrits au besoin, de façon temporaire ou non, selon les besoins identifiés par l'équipe de gouvernance de l'Observatoire. Ils seront consultés sur la priorisation des travaux de l'Observatoire, le développement des critères de membership, les ententes potentielles de collaboration ou de financement, ou pour répondre sporadiquement à des questions en lien avec des considérants légaux ou éthiques. Par exemple, les questions d'indépendance et d'autonomie, de financement, de sécurité et de confidentialité des données, ainsi que les questions sur la gestion administrative et les ententes légales (négociations) sont des enjeux importants pour lesquels il serait judicieux de solliciter l'avis des groupes consultatifs externes. Quatre groupes sont suggérés: (1) comité scientifique, (2) comité sur les questions éthiques et légales, (3) comité de liaison avec l'industrie et (4) comité sur le financement.

7.4 Gouvernance opérationnelle

La gouvernance opérationnelle (équipe de gestion) devrait être composée de deux personnes ressources pour démarrer le projet, soit un directeur exécutif ainsi qu'un analyste/chargé de projet. Ils devront idéalement être appuyés par un adjoint administratif qui pourrait être une ressource partagée au sein même du site d'hébergement de l'Observatoire. Le coût de ces ressources est présenté à la section 8. L'équipe de gestion devra être encadrée par le conseil d'administration et participer à la mise en place rapide des groupes consultatifs. Un membre du conseil d'administration, idéalement le président, devrait assurer un lien étroit avec le directeur exécutif pour établir la programmation des travaux, le positionnement des éléments de stratégie, d'ententes légales, de négociation, de structure ainsi que les objectifs et livrables de l'équipe opérationnelle. Les premières tâches qui incomberont au directeur exécutif seront d'entreprendre des discussions visant le développement d'un modèle d'Observatoire et de plan d'affaires ralliant les objectifs de tous les acteurs concernés.

8 BUDGET PRÉLIMINAIRE ET BESOINS FINANCIERS

8.1 Échéancier

Nous estimons qu'il faudra une période minimale de trois ans afin de mesurer le plein potentiel de l'Observatoire.

1. SEPTEMBRE 2014 À SEPTEMBRE 2015

- Réalisation du projet pilote sur la faisabilité technique des opérations d'union des bases de données et sur l'identification des indicateurs nutritionnels d'intérêt et du type et de la concordance des données requises;
- Confirmer la contribution financière des organismes fondateurs;
- Mise en place de la gouvernance et de l'équipe de gestion;
- Élaboration du plan d'affaires et de l'image de marque;
- Lancement officiel de l'Observatoire et activité de mobilisation des chercheurs et des partenaires.

2. SEPTEMBRE 2015 À SEPTEMBRE 2016

- Déploiement des activités de l'Observatoire;
- Réalisation des premières études sectorielles;
- Validation et présentation des résultats aux utilisateurs clés;
- Adhésion d'autres groupes de partenaires et de collaborateurs aux activités et livrables de l'Observatoire.

3. SEPTEMBRE 2016 À SEPTEMBRE 2017

- Élargissement des activités de recherche
- Réalisation des premières études transversales;
- Évaluation et bilan des trois premières années

8.2 Estimation des coûts d'implantation

Le **Tableau 8a** présente un scénario budgétaire préliminaire pour les trois premières années du projet. Les salaires d'un directeur exécutif et d'un chargé de projet ainsi que l'achat des bases de données constituent les deux principaux postes budgétaires. Il est actuellement très difficile d'évaluer le coût d'achat des bases de données. En effet, celles du registre ECCnet de GS1 pourraient être accessibles par le biais d'une contribution en nature du MSSS selon des modalités à définir. Quant aux données de Nielsen, on anticipe un bon pouvoir de négociation compte tenu du rôle social de l'Observatoire et du caractère collectif de leur utilisation. Le montant estimé dans le budget préliminaire devrait suffire à réaliser les études prévues dans le cadre du plan de démarrage.

Les frais de matériel et fournitures incluent l'achat et la maintenance du matériel informatique requis pour le traitement et la gestion des données. Des honoraires professionnels sont prévus en début de parcours pour développer son plan d'affaires et son image de marque. Pour les années suivantes, les montants prévus couvriront l'élaboration des contrats, chartes, etc. ainsi que les frais de communication et de promotion.

8.3 Sources de financement prévues

Le **Tableau 8b** présente les contributions financières souhaitées de la part des principaux partenaires fondateurs du projet.

Un peu plus de 15 % du budget devra être sollicité auprès d'autres ministères ou organismes invités à devenir partenaires du projet. Dans ce contexte, les objectifs poursuivis par l'Observatoire rejoignent certains éléments de la mission de plusieurs ministères autres que le MSSS et le MAPAQ, dont le MEIE, le MESRS, le MDELCC et le MELS. Il pourrait donc s'avérer pertinent de les solliciter pour contribuer au fonctionnement de l'Observatoire. Les fondations et organisations à caractère philanthropique ainsi que les sociétés d'assurances pourraient elles aussi être interpellées comme contributeurs au financement de l'Observatoire.

D'importantes contributions en nature seront également fournies par ces organisations. L'INAF continuera d'investir les ressources humaines nécessaires pour appuyer la mise en place de l'Observatoire et de sa gouvernance ainsi que la coordination et l'administration des activités. L'INAF serait aussi en mesure d'héberger l'ensemble ou une partie de l'équipe de coordination, de recherche et d'analyse de l'Observatoire. Les ministères, l'INSPQ et les autres organisations concernées seront appelées à contribuer significativement aux travaux en allouant les ressources humaines nécessaires aux travaux d'analyse et de recherche en lien avec les objectifs de l'Observatoire.

Les demandes de subventions seront présentées aux organismes subventionnaires habituels pour les activités de recherche académique et la réalisation d'études spécifiques, par exemple sur le développement de nouvelles approches méthodologiques, l'élaboration de nouveaux d'indicateurs nutritionnels ou sur l'impact des logos sur l'achat de produits alimentaires. Ces demandes seront élaborées par les chercheurs requérant l'utilisation des bases de données de l'Observatoire pour la réalisation de ces études. Ce faisant, l'Observatoire jouera un effet de levier important pour l'obtention de financement en recherche et contribuera à la consolidation de la masse critique d'experts dans son domaine d'intervention. Les travaux rendus possibles par l'Observatoire devraient être éligibles, selon les thématiques, aux principaux programmes des Instituts de recherche en santé du Canada, du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, aux divisions Santé et Société et Culture du Fonds québécois de recherche, au programme Innov'Action du MAPAQ, etc.

Enfin, dans la mesure où la gouvernance de l'Observatoire aura mis en place des mesures pour garantir la confidentialité des données et l'absence de conflits d'intérêt, l'Observatoire pourrait se doter d'une source additionnelle de revenus en offrant sur demande aux industriels des secteurs de la transformation et de la distribution un accès tarifé à des rapports de positionnement non nominatifs de leurs produits par rapport à la concurrence.

Tableau 8a. Scénario budgétaire préliminaire pour les trois premières années.

Poste de dépenses	2014-15	2015-16	2016-17	Total 3 ans
Salaires - personnel	150 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	550 000 \$
Achat de bases de données	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$
Matériel et fournitures	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Honoraires professionnels	50 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	100 000 \$
Frais de comité, représentation et déplacement	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
Administration et secrétariat	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Total	460 000 \$	485 000 \$	485 000 \$	1 430 000 \$

Tableau 8b. Contributions financières souhaitées pour la phase d'implantation.

	2014	2015	2016	Total 3 ans
MSSS	100 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	400 000 \$
MAPAQ	100 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	400 000 \$
INAF (Université Laval)	50 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	200 000 \$
Québec en Forme	50 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	200 000 \$
Autres	60 000 \$	85 000 \$	85 000 \$	230 000 \$
Total	460 000 \$	485 000 \$	485 000 \$	1 430 000 \$

9 RETOMBÉES ANTICIPÉES

L'Observatoire sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire aura des répercussions multiples tant sur les secteurs de la santé publique, les environnements de consommation alimentaire et les consommateurs eux-mêmes, que sur les filières agroalimentaires, incluant les entreprises de transformation et de distribution. Cette plateforme collective, neutre et objective constituera une innovation en soi pour le Québec, en permettant à la fois le rapprochement des intérêts de l'ensemble des acteurs concernés par la saine alimentation et l'établissement d'un dialogue concret et d'efforts concertés entre le secteur agroalimentaire et celui de la santé publique, des univers aux perceptions et aux approches traditionnellement assez différentes. Ces nouvelles synergies augmenteront considérablement les retombées des efforts investis par chacune des parties prenantes du projet, aussi bien séparément que collectivement. En outre, l'Observatoire deviendra une référence incontournable sur la qualité de l'offre alimentaire, une source d'expertise objective de premier choix pour les médias, un outil de valorisation publique des efforts investis par l'industrie dans l'amélioration de la qualité des aliments offerts aux pays et un incroyable outil de positionnement international en matière d'initiatives visant l'amélioration de la santé par l'alimentation.

Les retombées anticipées en fonction des objectifs du projet et des attentes du milieu sont les suivantes.

9.1 Accroissement de la capacité de recherche sur l'alimentation et la santé

La possibilité de « faire parler » des données sur la consommation, l'achat, la vente et la qualité nutritionnelle des aliments à partir d'une plateforme unique fera converger les experts de diverses institutions et disciplines autour d'un dispositif d'analyse sans pareil au Canada. Ces nouvelles équipes interdisciplinaires seront porteuses de synergies inédites entre les sciences de la santé et les sciences économiques et sociales, qui augmenteront la compétitivité scientifique du Québec et faciliteront le développement de collaborations avec les initiatives similaires au Canada et à l'international. L'investigation simultanée de paramètres liés aux aliments, à l'innovation, aux programmes de sensibilisation aux saines habitudes alimentaires et au comportement des consommateurs permettra de documenter objectivement de nouvelles questions de recherche et de positionner le Québec en leader dans ce domaine. De plus, la mise en commun et le partage des ressources et des expertises permettra des économies substantielles, notamment sur le coût des bases de données.

9.2 Meilleure capacité d'innovation dans les entreprises bioalimentaires québécoises

L'analyse combinée de l'offre, de la demande, des paramètres nutritionnels et de la réponse des consommateurs aux variations dans la qualité nutritionnelle des aliments offerts contribuera à générer des constats et des recommandations très concrets pour le secteur bioalimentaire. Ce faisant, l'Observatoire suscitera les

démarches d'innovation visant la production d'aliments distinctifs et de grande qualité nutritive, des travaux encouragés et parfois soutenus financièrement par plusieurs initiatives des ministères et organisations sectorielles. L'innovation constitue un formidable levier de développement économique qui demeure encore trop souvent sous-évalué par les entreprises. À cet égard, les travaux de l'Observatoire soutiendront la croissance et la compétitivité du secteur bioalimentaire en contribuant à améliorer la capacité d'innover des PME québécoises et en les aidant à se distinguer et à se positionner stratégiquement vis-à-vis de la concurrence tant au Canada qu'à l'étranger.

9.3 Amélioration de l'efficacité des initiatives de sensibilisation aux saines habitudes alimentaires

Au-delà des connaissances générées sur la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire, les travaux de l'Observatoire permettront aussi de mesurer et de suivre l'impact des changements découlant des différents programmes et politiques mis de l'avant par les ministères et les associations des secteurs bioalimentaire et de la santé publique. Les constats ainsi réalisés permettront d'émettre des recommandations très utiles pour le développement d'outils d'information et de promotion sur la saine alimentation. En outre, les bases de données prévues pour ces travaux incluent des informations de nature socioéconomique qui s'avèreront elles-aussi très utiles pour aborder la réduction des inégalités sociales en matière d'alimentation et favoriser l'accessibilité d'aliments sains et abordables pour tous.

9.4 Amélioration de la qualité globale de l'offre alimentaire québécoise et de la santé de la population

L'analyse en temps réel des données de consommation, d'achats et de ventes tiendra aussi compte des variations de la composition nutritionnelle des produits disponibles. La mise en commun de ces données permettra de mesurer la contribution relative des produits commercialisés à l'apport alimentaire populationnel et d'en évaluer les impacts sur les habitudes de consommation des québécois. Cette nouvelle plateforme sera donc un atout majeur pour le développement du plan de suivi de l'alimentation et de l'état de santé des Québécois. À long terme, l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits offerts au Québec combinée à de meilleures habitudes alimentaires chez les consommateurs aura sans doute des conséquences positives sur l'état de santé de la population.

RÉFÉRENCES

Arcand J, Au J T.C., Schermel A, L'Abbe M.R. (2014). A Comprehensive Analysis of Sodium Levels in the Canadian Packaged Food Supply. *Am J Prev Med.*46(6):633-642.

Blanchet, C. 2014. Inventaire d'enquêtes canadiennes et québécoises avec données sur la nutrition. Document de travail de l'INSPQ obtenu aux fins de la présente étude.

Blanchet, C., Plante, C., & Rochette, L. (2009). La consommation alimentaire et les apports nutritionnels des adultes québécois. Institut national de santé publique du Québec: Montréal.

Blanchet C & Rochette L (2014). Les achats alimentaires des québécois de 2006 à 2010 au regard de la saine alimentation. Institut national de santé publique du Québec: Montréal.

Buckeridge D, Charland K, Labban A, Ma Y. (2014) A method for neighborhood-level surveillance of food purchasing *Ann. N.Y. Acad. Sci.* ISSN 0077-892.

Chauliac M, Hercberg S (2012). Changing the Food Environment: The French Experience *Adv. Nutr.* 3: 605S-610S, 2012.

Combris P, Enderli G, Gauvreau J, Ménard C, Soler L-G, Spiteri M, Volatier J-L (2014). Interventions publiques et démarches d'entreprises pour l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire: apports et limites. *Cahiers de nutrition et de diététique* 49, 22-31

Jacobson MF, Havas S, McCarter R (2013). Changes in sodium levels in processed and restaurant foods, 2005 to 2011. *JAMA Intern Med.* 173(14):1285-91

Moubarac, J-C, Batal, M, Martins, AP, Claro, R, Levy, R, Cannon, G, Monteiro, C. Processed and Ultra-processed Food Products: Consumption Trends in Canada from 1938 to 2011. *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research* 2014; 75(1):15-21

Porter ME, Kramer MR (2011). Creating share value: how to reinvent capitalism—and unleash a wave of innovation and growth. *Harvard Business Review.* 89(1/2): 62-77.

Slining MM, Ng SW & Popkin BM (2013). Food Companies' Calorie-Reduction Pledges to Improve U.S. Diet. *Am J Prev Med* 44(2):174-184

The Food Monitoring Group (2013). Progress with a global branded food composition database. *Food Chemistry* 140: 451-457.

ABRÉVIATIONS & ACRONYMES

ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail
CCCD	Conseil canadien du commerce de détail
CCDA	Conseil canadien de la distribution alimentaire
CTAC	Conseil de la transformation alimentaire et des produits de consommation
FLIP	Food Label Information Program
FRQNT	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
FSAA	Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval
HEC	Hautes Études Commerciales Montréal
INAF	Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels de l'Université Laval
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INSPQ	Institut national de la santé publique du Québec
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MCCHE	McGill Centre for the Convergence of Health and Economics
MDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MEIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations du Québec
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec
MESRS	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science du Québec
OQALI	Observatoire de la qualité de l'alimentation, France
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
PEPO	Plateforme d'évaluation en prévention de l'obésité de l'Université Laval
RIAS	Réseau d'innovation sur les aliments santé